Employment and Social Development Canada
Emploi et Développement social Canada

Canada

Now and Tomorrow, Excellence in Everything We Do

Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux autochtones

Bulletin du marché du travail autochtone

Volume 4, édition 1
Printemps 2015

CA-614-07-14E

Vous pouvez télécharger cette publication en visitant la page suivante :
http://www12.edsc.gc.ca/sgpe-pmps/h.4m.2@-fra.jsp

Ce document est offert sur demande en médias substituts (gros caractères, braille, audio sur cassette, audio sur DC, fichiers de texte sur disquette, fichiers de texte sur DC ou DAISY) en composant le 1 800 O-Canada (1-800-622-6232). Les personnes qui utilisent un téléscripteur (ATS) doivent composer le 1-800-926-9105.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2015

ISSN : 1929-8641

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) par téléphone au 613-996-6886, ou par courriel à l'adresse suivante :
droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Bulletin du marché du travail autochtone

Volume 4, numéro 1 (printemps 2015)

4 Préface

5 Dans le présent numéro...

7 Conditions économiques générales

Une vue d'ensemble de l'économie et du marché du travail du Canada, y compris les indicateurs courants de la main-d'œuvre et une analyse des conséquences du bouleversement des prix du pétrole.

11 Cartes nationales

Cartes illustrant les écarts régionaux : 1) taux de chômage de décembre 2014, et 2) gains d'emploi entre décembre 2013 et décembre 2014.

15 Profils du marché du travail régional

Information régionale sur l'emploi, les taux d'emploi, de chômage et d'activité, selon le statut autochtone; la croissance de l'emploi par industrie, et les caractéristiques de la population active dans les collectivités locales. On y présente aussi les faits saillants médiatiques des développements économiques locaux.

- Canada atlantique 15
- Québec 19
- Ontario 20
- Manitoba 23
- Saskatchewan 25
- Alberta 27
- Colombie-Britannique 29
- Les territoires 31

34 Pleins feux sur le BMTA

Articles de fond qui portent principalement sur l'emploi, l'éducation, la formation et les nouveaux développements dans des secteurs économiques clés. Le présent numéro examine ce qui suit :

- Entrepreneures autochtones

39 Mise à jour sur les programmes autochtones

Présente une mise à jour sur l'état des programmes du marché du travail autochtone :

- Résumé de l'évaluation de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA) et du Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP).
- Plan d'action économique de 2015 - Investir dans les programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones

44 Autres lectures

Des renseignements qui soutiennent le contenu du BMTA, y compris un guide des données et un glossaire.

- Guide des données 45
- Glossaire 47

En couverture...

La carte de densité de la population autochtone a été préparée par les services de géomatique d'EDSC à partir des données du Recensement de 2006.

Les parties plus sombres indiquent une plus forte proportion d'Autochtones dans la population locale; les données des régions grisées sont des données limitées.

Préface

Le Bulletin du marché du travail autochtone (BMTA) sert d'outil pour communiquer de l'information sur le marché du travail aux signataires d'ententes de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux autochtones (SFCEA), à l'échelle du Canada. Le BMTA peut aider les signataires d'ententes de la SFCEA à déterminer de nouveaux débouchés pour les Premières nations, les Inuits et les Métis, et à mieux lier la formation aux demandes du marché du travail. Dans chaque numéro, le bulletin examinera – en mettant l'accent sur la population autochtone – les conditions économiques générales, le marché du travail et les tendances démographiques, ainsi que les possibilités d'emploi actuelles et éventuelles à l'échelle nationale et régionale.

La **Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux autochtones** est un programme du gouvernement du Canada conçu pour aider les Autochtones à se préparer à l'emploi, à trouver un emploi et à le garder.

Par l'intermédiaire de la SFCEA, les organisations autochtones créent et exécutent des programmes et des services d'emploi qui répondent le mieux aux besoins uniques de leurs collectivités.

Avec 84 signataires d'entente et plus de 600 points de service, la SFCEA veille à ce que les Autochtones du Canada soient en mesure d'accéder aux possibilités de perfectionnement des compétences et de formation afin de profiter des possibilités de développement économique.

Le présent numéro contient un survol du récent rendement économique et de la situation du marché du travail du Canada, ainsi qu'un article de fond sur les entrepreneures autochtones. De plus, vous trouverez une mise à jour sur les programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones, y compris les faits saillants de l'évaluation récente de la (SFCEA) et du Fonds pour les compétences et les partenariats.

Le BMTA est rédigé par une équipe d'analystes et de gestionnaires d'EDSC. Le contenu du bulletin s'inspire de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada et d'autres ressources accessibles au public. L'information sur les partenariats a été obtenue dans de ressources accessibles au public de même qu'auprès des signataires d'ententes.

Comment les signataires d'entente peuvent-ils apporter une contribution?

Nous encourageons les signataires d'ententes à échanger leurs pratiques prometteuses et leurs leçons apprises afin de pouvoir les intégrer aux prochains numéros du bulletin. Nous invitons aussi tous les lecteurs à nous faire part de leurs commentaires sur la manière d'améliorer cette publication, y compris des suggestions relatives à leurs sujets d'intérêt. Pour soumettre des commentaires et des contributions, veuillez communiquer avec nous à : *NC-ALMB-BMTA-GD@hrsdc-rhdcc.gc.ca*.

Avertissement

Le Bulletin du marché du travail autochtone est rédigé strictement à titre informatif. Tout a été mis en œuvre pour présenter les faits de façon impartiale. L'inclusion ou l'exclusion de faits particuliers ne doit pas être perçue comme une indication des points de vue, des opinions ou des positions d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) ou du gouvernement du Canada. L'information contenue dans le bulletin est tirée en partie de sources secondaires qui n'ont aucun lien avec EDSC ou le gouvernement du Canada. EDSC ou le gouvernement du Canada ne sont aucunement

responsables des erreurs ou des omissions commises dans les sources secondaires, et toutes les opinions exprimées dans les présentes pages sont uniquement celles des auteurs ou de l'organisation, et ne doivent aucunement être attribuées à EDSC ou au gouvernement du Canada.

Dans le présent numéro...

Les Autochtones et le marché du travail

- Le Canada a connu des **gains d'emploi** de 1 % de décembre 2013 à décembre 2014, soit une augmentation de 185 700 emplois. (p. 7)
  - **L'augmentation la plus** significative a été enregistrée dans les services d'hébergement et de restauration; et dans la construction (p. 9).

- Les **résultats du marché du travail** de la population autochtone **s'améliorent** : (p. 7)
  - Le taux de chômage en 2014 était de 9,6 %, une **diminution de 1,3 point de pourcentage** depuis 2013 (p. 8).
  - Le **taux de chômage observé chez les Autochtones** a reculé dans toutes les provinces à l'exception de la Colombie-Britannique, la diminution la plus importante a été observée au Québec et au Manitoba (p. 19 et p. 23).

Portrait économique du Canada

- En décembre 2014, il y avait **449 500 emplois affichés en ligne** au Canada, la majorité de ces offres étaient liées à des emplois dans les secteurs des ventes et des services. (p. 9)

- La baisse des prix du pétrole a entraîné une faiblesse du dollar canadien et un ralentissement de la croissance économique dans certaines régions. Pour le reste du pays, la baisse de ces prix représente une aubaine au chapitre des exportations **ne relevant pas du domaine du pétrole** et représente un avantage pour les Canadiens qui paient un montant moins élevé pour l'essence. (p.9 et 10)

Les programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones visent à accroître la participation de la population active et à aider les Canadiens autochtones à se préparer à l'emploi, à trouver un emploi et à le garder.

- **L'entrepreneuriat chez les femmes autochtones** connaît une croissance deux fois plus rapide que chez les femmes non autochtones, entraînant des occasions de travail unique et une indépendance financière. (p.34)

- Près de 40 % des propriétaires d'entreprises autochtones indépendants **créent des emplois pour d'autres personnes**. (p.34)

- La **Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA)** et le Fonds **pour les compétences et les partenariats** concordent avec les priorités du gouvernement du Canada et il existe toujours un besoin en matière de programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones canadiens. Des preuves démontrent que les deux programmes se dirigent vers l'atteinte de leurs résultats escomptés. (p. 39)

- Le Plan d'action économique de 2015 a annoncé la prolongation de la **Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones** pour une période de deux ans, **le renouvellement du Fonds** pour les compétences et les **partenariats** pour une période de cinq ans et le lancement d'un projet pilote relatif à l'Enquête sur la population active sur les réserves. (p. 43)

Portrait économique du Canada

La vue d'ensemble

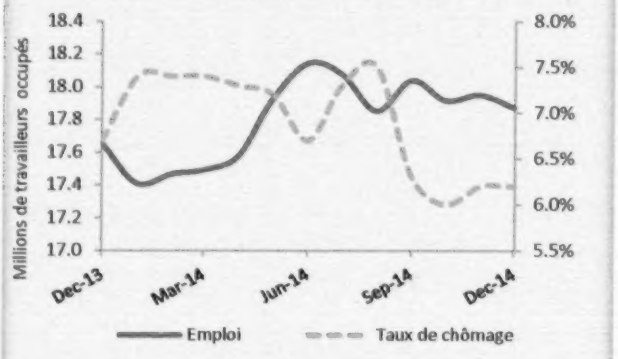
Le marché du travail du Canada a connu quelques améliorations en 2014, avec une augmentation de 120 000 emplois, la majorité de ces gains relèvent de la deuxième moitié de l'année. Le taux de chômage a oscillé autour de 7 % pendant la plus grande partie de 2014 et il y a eu une augmentation de l'emploi pendant six des douze mois. La Banque du Canada prédit que la croissance de la production économique réelle sera d'environ 2,1 % en 2015 avant d'atteindre 2,4 % en 2016.

Les prix du pétrole brut ont chuté considérablement depuis l'été, ce qui a affaibli le secteur des ressources du Canada, par contre une plus forte demande des États-Unis et la dépréciation du dollar canadien aideront à favoriser l'exportation dans les secteurs autres que celui du pétrole. À l'échelle nationale, l'incidence de la baisse des prix des produits de base est partiellement atténuée par l'inflation globale, une augmentation du pouvoir d'achat des foyers et une réduction des prix d'exploitation de nombreuses entreprises. Au niveau provincial, la faiblesse des prix des produits de base aura des conséquences largement disproportionnées, car l'on prévoit que l'Ontario sera à la tête du pays en matière de croissance de PIB en 2015 et en 2016, tandis que les grandes provinces productrices de pétrole comme l'Alberta afficheront un PIB plus près de la moyenne nationale.

Indicateurs du marché du travail

De décembre 2013 à décembre 2014, l'emploi au Canada a augmenté de 1 %, soit l'équivalent d'environ 185 700 emplois. La hausse annualisée (de décembre 2012 à décembre 2013) était de 0,6 %. En décembre 2014, le taux de chômage était de 6,7 %, ce qui illustre une diminution de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente (graphique 1).

Graphique 1 : Emploi et chômage au Canada, de décembre 2013 à décembre 2014



Source : Enquête sur la population active

En décembre 2014, l'Enquête sur la population active (EPA) estime que la population[1] de 15 ans et plus du Canada était de plus de 29,1 millions (voir le tableau 1), et la main-d'œuvre (c.-à-d. les populations occupées et les populations au chômage) totalise un peu plus de 19 millions. Le taux d'activité était de 65,7 % et le taux d'emplois était de 61,3 %; donc tous ces taux ont légèrement diminué depuis décembre 2013.

[1] L'échantillon de l'EPA est représentatif de la population canadienne civile non institutionnalisée de 15 ans et plus et exclut les Autochtones vivant en réserve. C'est pourquoi les estimations de la population différeront de celles du Recensement et d'autres sources.

L'estimation de l'EPA pour la population autochtone (qui ne tient pas compte des personnes vivant dans les réserves) était de près de 700 000 avec une population active de 449 000. Chez les peuples autochtones, le taux de chômage a diminué de 1,3 point de pourcentage de décembre 2013 à décembre 2014, atteignant 9,6 %. Au cours de cette période, le taux de participation a chuté de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 64,3 % tandis que le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,6 point, atteignant 58,1 %.

À l'échelle nationale, les femmes ont affiché un taux de chômage 1,4 % moins élevé que celui des hommes. Chez les Autochtones, une dynamique semblable a été observée, le taux pour les femmes autochtones étant d'un peu plus d'un point de pourcentage moins élevé que celui des hommes autochtones. Les taux d'activité et d'emploi de l'ensemble de la population et de la population autochtone démontrent un plus grand écart entre les sexes, ce qui reflète une plus grande variation de l'activité des femmes sur le marché du travail lié aux responsabilités en matière de soins familiaux.

Tableau 1 : principaux indicateurs, décembre 2014
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

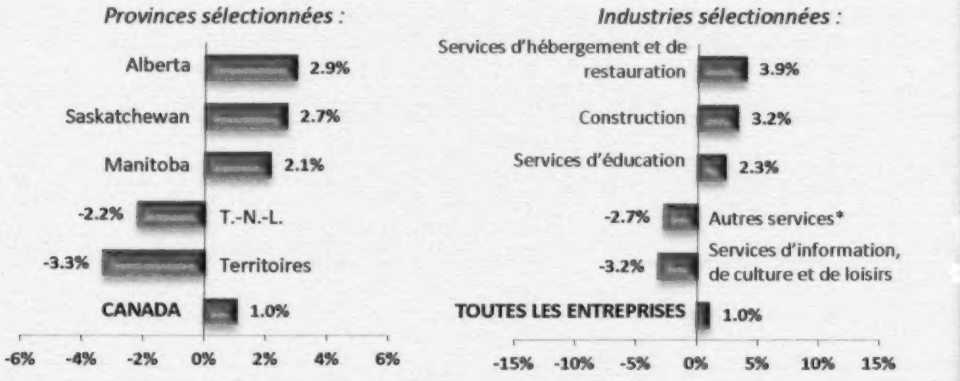
	TOTAL	Femmes	Hommes
Estimation de la population de l'EPA[1]	**29 168 200**	14 780 900	14 387 200
Taux de chômage	6,7	5,5	6,9
Taux d'activité	65,7	60,7	69,6
Taux d'emploi	61,3	57,4	64,8
Estimation pour les Autochtones[2]	**698 400**	361 600	336 800
Taux de chômage	9,6	9,0	10,2
Taux d'activité	64,3	61,3	67,5
Taux d'emploi	58,1	55,8	60,6

Source : Enquête sur la population active
[1]Les indicateurs de population se fondent sur les données annuelles provenant des tableaux sur mesure d'EDSC, toutes les données sont fondées sur des moyennes mobiles de trois mois.
[2]Les estimations pour les populations autochtones excluent les personnes vivant en réserve

Gains d'emploi

Entre décembre 2013 et décembre 2014, la plupart des provinces et des territoires ont affiché une augmentation de l'emploi, les gains proportionnels les plus importants ayant été observés en Alberta (+65 900) et au Manitoba (+13 400). Terre-Neuve-et-Labrador (-5 100) et les Territoires (-1 800) ont connu les plus importants déclins proportionnels. Par contre, en nombre absolu, le Québec a perdu le nombre le plus important d'emplois (-15 800). Ces chiffres ne reflètent pas, dans leur ensemble, le récent ralentissement du secteur pétrolier.

Graphique 2 : Gains d'emploi, de décembre 2013 à décembre 2014



*Autres services comprend l'entretien et la réparation automobile, les services de soins personnels (coiffeurs, barbier, services funéraires), organisations religieuses, de prêts, civiles et professionnelles ou autres organisations similaires.
Source : Enquête sur la population active

Selon les industries (graphique 2), les gains absolus en emploi sont attribuables principalement aux services d'hébergement et de restauration (+43 500); la construction (+43 100); et les services d'éducation (+30 300). Les emplois dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+44 100) ainsi que des finances, des assurances, des services immobiliers et des services de location (+24 100) ont également connu une hausse importante. Ces gains ont été réduits par des pertes dans les autres services (-24 200), ainsi que l'information, la culture et les loisirs (-21 100). Le secteur des services professionnels, techniques et scientifiques (-14 600) a également enregistré une diminution importante.

Emplois à pourvoir[2]

Statistique Canada utilise les emplois à pourvoir aux fins d'évaluation de la tension du marché du travail. Un plus grand nombre d'emplois à pourvoir est associé à des périodes de croissance économique, alors qu'un taux plus faible peut être associé à une croissance plus lente ou à une contraction du marché du travail. En novembre 2014, les entreprises canadiennes avaient 247 000 emplois à pourvoir. Seize emplois sur 1 000 étaient à pourvoir, ce qui représente un taux d'inoccupation de 1,6 % dans la période de trois mois se terminant en novembre 2014.

Wanted Analytics – fait le suivi des offres d'emploi et des demandes d'embauche.

En décembre 2014, le Canada comptait 449 500 offres d'emploi affichées en ligne, une diminution de 17 % par rapport à l'année précédente. Les groupes professionnels comptant **le plus grand nombre d'offres d'emploi en ligne** :

- Professionnels de la vente et des services — 115 062
- Professionnels des affaires, des finances et en administration — 5 928
- Professionnels de gestion — 55 958
- Travailleurs spécialisés, transport et conducteurs d'équipement — 52 955
- Sciences naturelles et appliquées — 47 782

Pour chaque emploi à pourvoir, il y avait environ 4,8 chômeurs en novembre 2014, une diminution par rapport à 5,6 % l'année précédente. Ce ratio chômeurs-postes vacants est une mesure de la tension générale sur le marché du travail (voir le **Glossaire**). Les ratios chômeur-emploi à pourvoir varient selon la région – la Saskatchewan avait le taux le plus faible (1,8), alors que le Nunavut avait le taux le plus élevé (13,5) – et selon le secteur. En novembre 2014, les soins de santé et l'assistance sociale comptaient le plus faible ratio, soit 1, le secteur des arts, des spectacles et des loisirs (8,7), et les services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement (5,3) étaient parmi les secteurs industriels qui affichaient les taux les plus élevés.

Prix croissant du pétrole : incidence sur le marché du travail du Canada

L'industrie du pétrole et du gaz du Canada est un élément principal de l'économie et représente 25 % de l'ensemble des revenus de l'exportation, 20 % des dépenses d'immobilisation et environ 13 % du PIB si l'on tient compte des effets directs et indirects. Récemment, le prix de référence du pétrole

[2] Statistique Canada publie des renseignements sur les emplois à pourvoir fondés sur des moyennes mobiles de trois mois non désaisonnalisés. Les dernières données disponibles datent de novembre 2014 en raison d'un délai de la publication des chiffres mensuels.

brut de West Texas Intermediate (WTI) a chuté très rapidement, reculant en deçà de 45 $ le baril en janvier 2015, son plus bas niveau en six ans et plus de la moitié de son prix de juin 2014.

En raison des volumineux stocks actuels et de l'offre mondiale de pétrole dépassant la demande par plus d'un million de barils par jour, une remontée rapide des prix du pétrole est très peu probable, de nombreuses personnes prédisent que les prix du pétrole continueront leur descente à court terme avant de commencer à remonter à leur niveau de 60 $ et plus par baril en 2016. L'environnement de prix, représentant un défi, a poussé de nombreuses entreprises travaillant dans les champs de pétrole à prendre des mesures de réduction des coûts (p.ex. réaffecter les dépenses en matière d'exploration et d'immobilisation, réduire les dividendes, demander des rabais aux fournisseurs et effectuer des mises à pied).

En tant qu'exportateur net important de pétrole, l'importante chute des prix a entraîné de considérables conséquences économiques négatives pour l'économie canadienne, particulièrement pour les régions et les entreprises liées au secteur de l'énergie (p. ex. l'Alberta, Terre-Neuve et Labrador ainsi que la Saskatchewan). L'Alberta est de loin la province produisant le plus de pétrole et elle sera la plus sévèrement touchée en termes absolus, la majorité des analystes prédisent une croissance timide ou un recul de son économie en 2015. Terre-Neuve-et-Labrador est responsable de seulement 7 % de la production totale de pétrole du Canada, mais sera touchée de manière disproportionnée, car le secteur de l'énergie représente une grande partie (30 %) des revenus fiscaux provinciaux (par rapport à 25 % en Alberta) et 28% du PIB (comparativement à 22% en Alberta). Les faibles prix du pétrole ont ralenti les investissements dans les activités de forage extracôtière et des annonces récentes ont révélées le report du projet de l'extension de l'exploitation pétrolière extracôtière West White Rose. Cela a porté atteinte aux activités d'ingénierie et de construction dans la province tout en réduisant d'environ 3 milliards de dollars les redevances provinciales. Cette perspective économique à la baisse se traduit par de plus faibles niveaux de revenus des particuliers qui, selon les prédictions, devraient reculer de 8 % en 2015 et se rétablir partiellement en 2016. La Saskatchewan possède une économie plus diversifiée (p.ex. le blé, le canola, les graines oléagineuses, la potasse et l'uranium) et résistera probablement mieux aux changements des prix que les autres régions productrices de pétrole.

Pour l'ensemble du reste du pays, la réduction des prix du pétrole représente une aubaine pour les exportations qui ne sont pas liées au pétrole (p.ex le secteur manifacturier en Ontario). Le secteur du commerce du Canada pourra tirer profit d'une forte croissance états-unienne et de la chute du dollar canadien (qui a atteint un niveau en deçà de 80 cents américains — le taux le plus bas des cinq dernières années). Les prix moins élevés devraient également assurer un certain répit aux consommateurs ayant accumulé des dettes, car les Canadiens économiseront de l'argent au chapitre des prix de l'essence et du mazout domestique.

Références

Banque du Canada. (2014) *Rapport sur la politique monétaire Sommaire* – octobre 2014.

Chambre du commerce du Canada. (2014) *Le marché du travail du Canada a piétiné en 2013.*

Ministère des Finances. (2014) *Rapport sur l'emploi : le point sur le marché du travail canadien.*

Gouvernement du Canada. (2014) *Budget de 2014.*

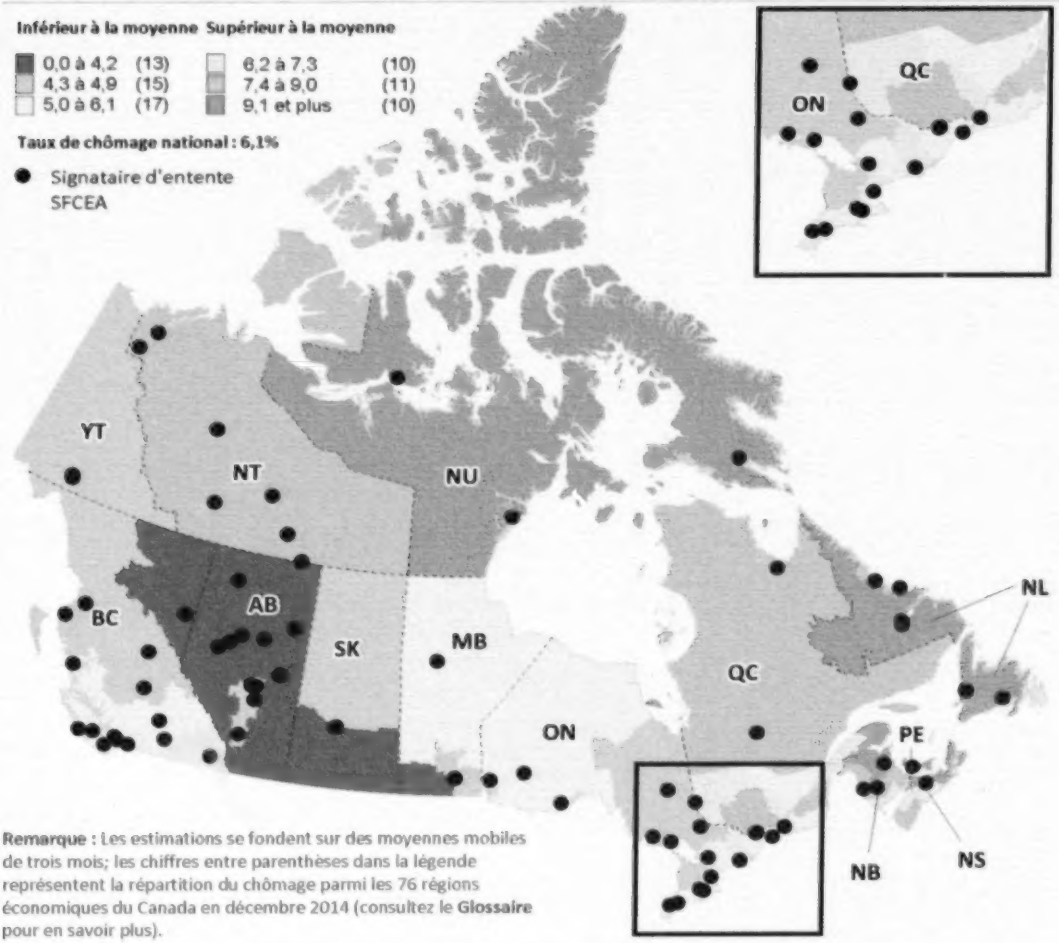
Bureau du directeur parlementaire du budget. (2014) *Évaluation de la situation du marché du travail au Canada – 2014.*

Statistique Canada. (2014) « Postes vacants, » dans Le Quotidien, 18 mars 2014

Wanted Analytics (2014) Hiring Demand Dashboard, janvier 2014. (en anglais seulement)

Taux de chômage au Canada

Décembre 2014



Remarque : Les estimations se fondent sur des moyennes mobiles de trois mois; les chiffres entre parenthèses dans la légende représentent la répartition du chômage parmi les 76 régions économiques du Canada en décembre 2014 (consultez le **Glossaire** pour en savoir plus).

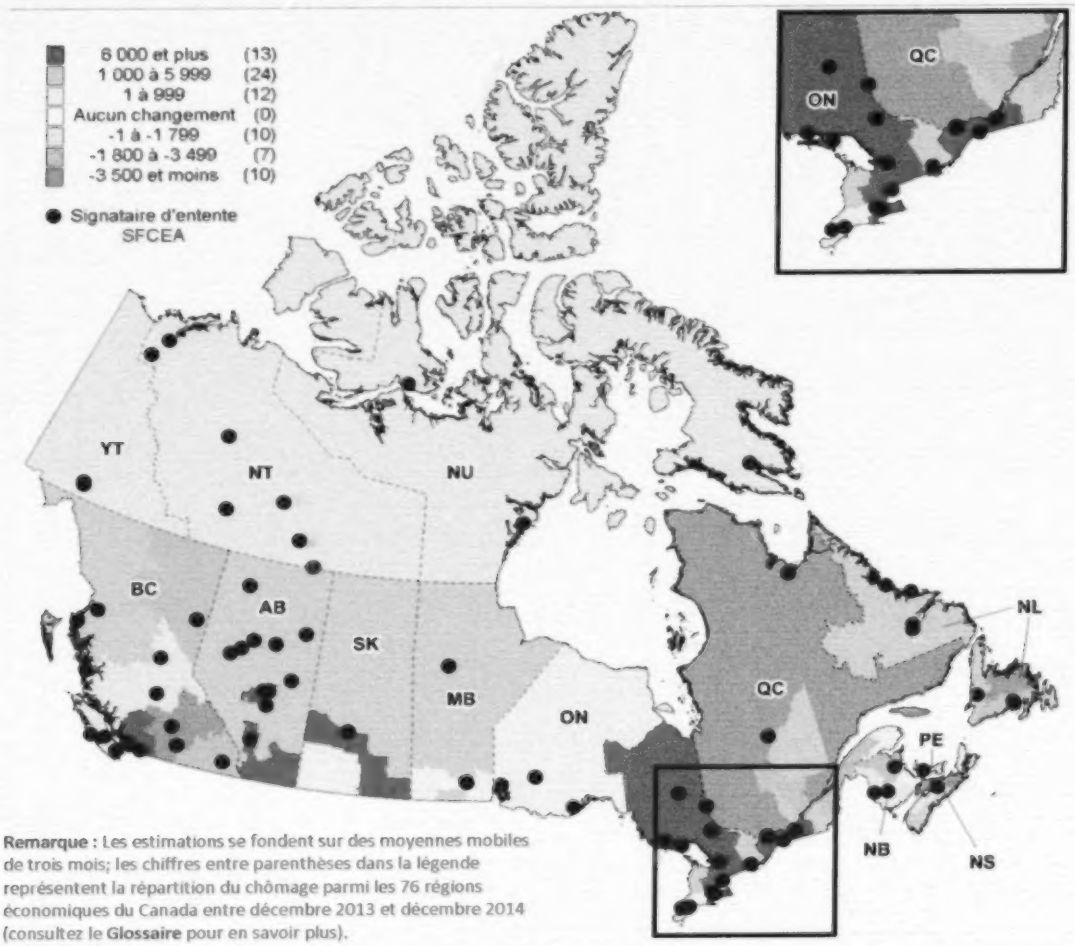
Source : Services de géomatique d'EDSC; données provenant de l'Enquête sur la population active

- En décembre 2014, le taux de chômage au Canada s'établissait à 6,1 %; 45 des 76 régions économiques (RE) affichaient des taux de chômage inférieurs au taux national ou l'atteignaient.
- Les taux de chômage les plus élevés ont été observés à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Nunavut, dans certaines régions du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, et à Montréal (QC). La Côte-sud--Burin Peninsula à Terre-Neuve a affiché le taux de chômage le plus élevé, à 19,7 %.
- Les taux de chômage les moins élevés se trouvaient dans la plus grande partie de l'Alberta, de même qu'au nord-ouest de la Colombie-Britannique et au sud de la Saskatchewan et du Manitoba. C'est à Swift Current Moose Jaw (SK) que le taux de chômage était le moins élevé en décembre 2014 (1,3 %).

- **Les RE ayant affiché la baisse la plus importante au chapitre des taux de chômage de décembre 2013 à décembre 2014, étaient le Bas-Saint-Laurent (QC); Annapolis Valley (N.-E.) et le Nunavut, ainsi que certaines parties de la Colombie-Britannique et de l'Ontario.**

Gains d'emploi au Canada

Décembre 2013 à décembre 2014



Remarque : Les estimations se fondent sur des moyennes mobiles de trois mois; les chiffres entre parenthèses dans la légende représentent la répartition du chômage parmi les 76 régions économiques du Canada entre décembre 2013 et décembre 2014 (consultez le **Glossaire** pour en savoir plus).

Source : Services de géomatique d'EDSC; données provenant de l'Enquête sur la population active

- **De décembre 2013 à décembre 2014, le Canada a connu des gains d'emploi de 181 100 ou 1 %. Les régions de Lower Mainland–Sud-Ouest (C.-B.), Montérégie (QC) et Muskoka — Kawarthas (ON) comptaient pour environ la moitié de ces gains (53,4 %).**

- **En termes absolus, les plus importants gains d'emploi ont été observés dans certaines régions de l'Ontario, y compris Muskoka-Kawarthas, Kitchener-Waterloo-Barrie (Ottawa) et Toronto; le sud de l'Alberta (Calgary, Edmonton et Lethbridge—Medicine Hat); Saskatchewan (Saskatoon –**

Biggar); et la région de Lower Mainland--Sud-ouest de la Colombie-Britannique (passant de +6 000 à +50 800).

- C'est à Ottawa (ON) que la diminution de l'emploi a été la plus marquée (-15 700); tandis que les Laurentides (QC) et Montréal (QC) ont également enregistré d'importants déclins au chapitre de l'emploi (-11 800 et -11 000 respectivement).

Canada atlantique

(COMPREND TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR, L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, LA NOUVELLE-ÉCOSSE ET LE NOUVEAU-BRUNSWICK)

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus dans les quatre provinces de l'Atlantique s'établissait à plus de 1,9 million de personnes. La population autochtone représentait 2,4 % de ce total, ou 46 500 personnes.

Le taux de chômage au Canada atlantique se situait à 9,1 %, tandis que le taux d'activité se maintenait à 62 % et le taux d'emploi, à 56,3 %.

Le taux de chômage au sein de la population autochtone se fixait à 11,5 %, en baisse d'un point par rapport à l'année précédente. De décembre 2013 à décembre 2014, les taux d'activité et d'emploi des Autochtones du Canada atlantique ont augmenté pour s'établir à 65,7 % (+6,4 points) et à 58,1 % (+6,2 points), respectivement.

Principaux indicateurs – Canada atlantique
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

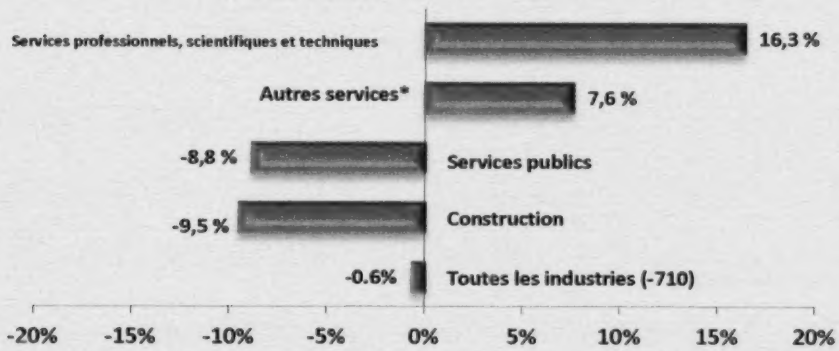
	Décembre 2014	Changement sur 12 mois
Population totale (15+)	**1 950 200**	
Taux de chômage	9,1	-0,4
Taux d'activité	62,0	-0,5
Taux d'emploi	56,3	-0,3
Population autochtone *	**46 500**	
Taux de chômage	11,5	-1,0
Taux d'activité	65,7	6,4
Taux d'emploi	58,1	6,2

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement entre décembre 2013 et décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant dans une réserve.

Croissance de l'emploi par secteur

De décembre 2013 à décembre 2014, les industries suivantes ont mené la croissance de l'emploi dans le Canada atlantique : les services professionnels, scientifiques et techniques (+860); les autres services (+350), ainsi que le transport et l'entreposage (+210). Parallèlement, les pertes d'emploi les plus importantes ont été constatées dans la construction (-880) et les services publics (-100); les services d'enseignement (-390) et les métiers (-420) ont également affiché des pertes importantes.

Croissance de l'emploi dans certaines industries, Canada atlantique, de décembre 2013 à décembre 2014



*Les « autres services » désignent, par exemple, **la réparation et l'entretien de véhicules automobiles; les services de soins personnels (services de coiffure, salons de coiffure); et les organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles et similaires.***

Caractéristiques régionales

De décembre 2013 à décembre 2014, sept des 15 régions économiques (RE) du Canada atlantique ont enregistré une hausse de l'emploi, la plus importante dans le sud de la N.-É. et la Côte-ouest–Northern Peninsula–Labrador (T.-N.). Des augmentations plus modestes ont été enregistrées à Halifax (N.-É.) sur la péninsule d'Avalon (T.-N.), Moncton — Richibucto (N.-B.) et Fredericton — Oromocto (N.-B.). Les déclins les plus importants ont été observés dans deux régions économiques, Terre-Neuve-et-Labrador — Côte Sud – Burin Peninsula et Notre Dame – Central Bonavista Bay.

Au cours de cette période, les améliorations les plus marquées quant aux conditions du marché du travail ont eu lieu dans trois régions : la péninsule d'Avalon ((T.-N.-L.), Côte-ouest--Northern Peninsula--Labrador (T.-N.-L.) et le sud de la N.-É. Ces régions ont rapporté un déclin du taux de chômage et une augmentation des taux de participation et d'emploi.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Terre-Neuve-et-Labrador	426 800	254 500	226 800	-1,5 %	10,9	-0,3	59,6	-0,7	53,1	-0,5
Avalon Peninsula	225 500	146 700	136 000	1,0 %	7,3	-0,7	65,1	0,1	60,3	0,5
Côte Sud – Burin Peninsula	28 800	16 100	12 900	-12,2 %	19,9	6,4	55,9	-1,7	44,8	-5,0
Côte-ouest--Northern Peninsula	84 700	48 300	42 300	2,9 %	12,4	-2,2	57,0	0,8	49,9	1,9
Notre Dame – Central Bonavista Bay	87 800	43 400	35 600	-10,8 %	18,0	1,5	49,4	-4,2	40,5	-4,2
Île-du-Prince-Édouard	121 800	82 000	73 200	1,1 %	10,7	-1,2	67,3	-0,7	60,1	0,3
Nouvelle-Écosse	781 200	486 900	448 000	-0,2 %	8,0	-0,5	62,3	-0,5	57,3	-0,1
Cape Breton	107 600	59 400	50 200	-3,3 %	15,5	2,7	55,2	0,7	46,7	-0,9
North Shore	127 700	70 100	63 300	-6,5 %	9,7	-0,6	54,9	-3,9	49,6	-3,1
Annapolis Valley	98 600	56 600	52 500	-3,0 %	7,1	-2,0	57,4	-2,6	53,2	-1,4
Sud de la Nouvelle-Écosse	94 800	54 700	49 900	6,2 %	8,8	-1,3	57,7	3,2	52,6	3,6
Halifax	352 500	246 100	232 000	1,7 %	5,7	-0,7	69,8	0,0	65,8	0,4
Nouveau-Brunswick	620 300	383 700	348 700	-0,7 %	9,1	-0,1	61,9	-0,4	56,2	-0,4
Campbellton – Miramichi	124 000	67 200	56 200	-3,3 %	16,4	-0,5	54,2	-1,4	45,3	-1,0
Moncton – Richibucto	176 800	113 300	104 900	0,5 %	7,4	-0,4	64,1	-0,5	59,3	-0,3
Saint John – St. Stephen	144 300	91 900	85 200	-1,3 %	7,3	0,2	63,7	-0,7	59,0	-0,8
Fredericton – Oromocto	112 400	72 800	67 400	0,4 %	7,6	1,3	64,8	0,4	60,0	-0,2
Edmundston – Woodstock	62 700	38 400	35 000	-0,3 %	8,9	-0,4	61,2	-0,1	55,8	0,3

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

Le Canada atlantique dans les nouvelles

Terre-Neuve-et-Labrador

Le projet de ligne de transport d'électricité de Muskrat Falls emploie 2 500 personnes, à l'échelle du Labrador, dont 400 proviennent de différents groupes autochtones. Certains des employés autochtones ont acquis des compétences améliorant leur employabilité par l'intermédiaire du Partenariat en formation autochtone du Labrador et Nalcor. Le projet est responsable de la création de divers emplois pour les Autochtones du Labrador, de postes dans le domaine de l'assemblage et de la construction aux postes d'aides-cuisiniers. (CBC News, 19 septembre 2014)

Île-du-Prince-Édouard

La division internationale navale et extracôtière de *General Electric* (GE) a octroyé un contrat de 80 millions de dollars à Aspin Kemp & Associates. Le contrat est relatif à la construction de composants électriques pour navires de forage et on prévoit **qu'il générera environ 50 emplois de haute qualité de métiers et professionnels à l'Île-du- Prince-Édouard**. Il provient du contrat de 25 milliards de dollars d'Irving Shipbuilding. (The Guardian, le 10 octobre 2014)

CGI, un acteur principal dans l'industrie de l'information et de la communication, créera jusqu'à 300 nouveaux emplois à son établissement de Stratford. Des occasions d'emploi immédiates sont offertes aux gestionnaires de projet, aux analystes commerciaux, aux testeurs professionnels, aux développeurs de logiciels et aux spécialistes en soutien. Innovation P.E.I., l'agence principale de développement économique de l'Île-du-Prince-Édouard, appuie l'expansion planifiée grâce à une indemnité de recrutement et de formation de 5 000 $ pour chaque emploi au-delà de 100 emplois au centre de CGI de l'Île-du-Prince-Édouard. (The Guardian, 2 février 2014)

Nouvelle-Écosse

L'entreprise pharmaceutique de l'Î.-P.-É., BioVectra, étend ses activités au sein de l'Î.-P.-É et de la Nouvelle-Écosse. **Les activités de l'usine de la Nouvelle-Écosse commenceront en 2016, elle comptera de 20 à 30 employés au départ et elle aura éventuellement une main-d'œuvre de 80 personnes.** (CBC News, 18 décembre 2014)

Un partenariat entre Port Hawkesbury Paper, Waycobah, le Mi'kmaq Rights Office et le Unama'ki Economic Benefits Office de la Nouvelle-Écosse a mené à la création de postes de sécurité pour les employés des Premières nations à l'usine de pâte à papier. **Le Mi'kmaw Economic Benefits Office a participé à la formation de 12 membres de la collectivité pour des postes liés à la sécurité de Port Hawkesbury Paper** et il prévoit étendre la formation et les services à d'autres collectivités et entreprises. (Cape Breton Post, le 24 juillet 2014)

Nouveau-Brunswick

John et Judy Bragg, fondateurs du Bragg Group of Companies, ont fait un don de **500 000 $ à l'Université du Nouveau-Brunswick pour mettre en place des bourses d'études et des camps d'été pour les étudiants autochtones**. Ce don aidera les étudiants autochtones à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour affronter la concurrence sur le marché du travail. (Telegraph Journal, 16 octobre 2014)

Liens utiles

Terre-Neuve-et-Labrador
Information sur le marché du travail de T.-N.-L. (site en anglais seulement)
http://www.lmiworks.nl.ca/LabourMarketInformation/Default.aspx?key=145

Nouveau-Brunswick
Information sur le marché du travail du N.-B.
http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/education_postsecondaire_formation_et_travail/travail.html

Information sur le marché du travail et les carrières pour les Autochtones (site en anglais seulement)
http://www.lmiworks.nl.ca/Aboriginal/Default.aspx

Nouvelle-Écosse

Options de carrières Nouvelle-Écosse (site en anglais seulement)
http://novascotiacareeroptions.ca/default.asp?mn=1,28,49

Île-du-Prince-Édouard

Registre d'emplois de l'agence de développement de l'emploi (site en anglais seulement)
http://www.gov.pe.ca/infopei/index.php3?number=50808

Opportunities PEI (site en anglais seulement)
http://www.opportunitiespei.ca/working-finding http://www.gov.pe.ca/infopei/index.php3?number=50808

Québec

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus au Québec avoisinait les 6,8 millions de personnes. La population autochtone comptait pour approximativement 0,9 % de ce chiffre, ou 61 000 personnes.

Le taux de chômage pour le Québec était de 7,0 % alors que le taux d'activité était de 64,1 % et le taux d'emploi de 59,6 %.

Principaux indicateurs – Québec
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

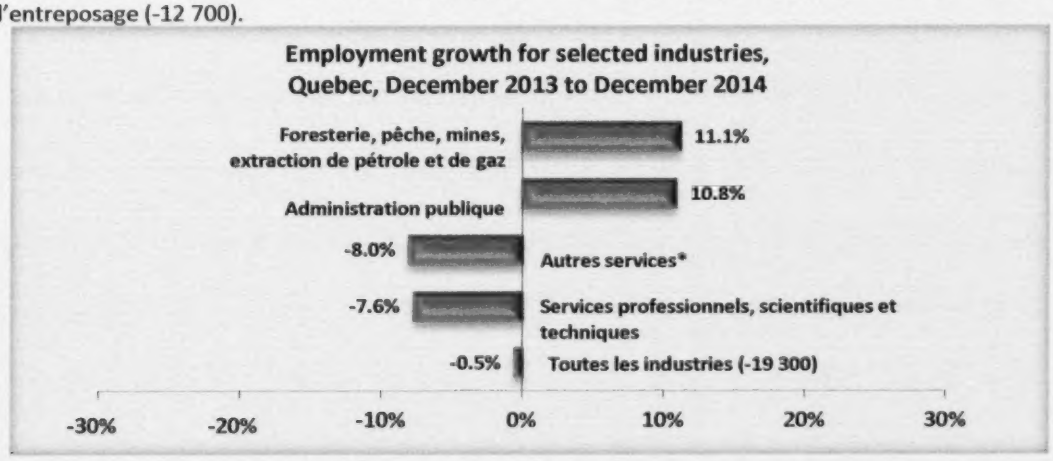
	Décembre 2014	Sur 12 mois
Population totale (15+)	**6 762 900**	
Taux de chômage	7,0	0,0
Taux d'activité	64,1	-0,8
Taux d'emploi	59,6	-0,7
Population autochtone *	**61 000**	
Taux de chômage	9,0	-4,0
Taux d'activité	60,9	-0,9
Taux d'emploi	55,4	1,6

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement entre décembre 2013 et décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant dans une réserve.

Le taux de chômage de la population autochtone était de 9,0 % en décembre soit 4,0 points de pourcentage de moins par rapport à l'année précédente. Au cours de la même période, le taux d'activité a chuté de 0,9 point de pourcentage pour atteindre 60,9 %. Le taux d'emploi a augmenté de 1,6 point, pour atteindre 55,4. Il importe de souligner que les estimations relatives aux Autochtones au Québec, en particulier, s'appuient sur un échantillon de petite taille, ce qui peut expliquer les variations marquées dans les comparaisons sur 12 mois, par rapport aux autres provinces.

Croissance de l'emploi par secteur

De décembre 2013 à décembre 2014, la croissance de l'emploi au Québec a été soutenue par la foresterie, la pêche, les mines et l'extraction de pétrole et de gaz (+3 400); l'administration publique (+23 000) et la construction (+19 900). Les pertes d'emploi dans les autres secteurs ont contrebalancé ces gains, autres services (-13 500) et dans le secteur de la foresterie, la pêche, les mines, l'extraction de pétrole et de gaz (-23 500). On a observé des chutes considérables dans le secteur des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location (-15 500) et du transport et de l'entreposage (-12 700).



Caractéristiques régionales

De décembre 2013 à décembre 2014, le rendement sur le marché du travail au Québec étaient faibles, seulement deux RE affichaient des taux de chômage en baisse et des taux d'activité et d'emploi en hausse. C'est en Estrie, en Montérégie et en Abitibi – Témiscamingue que l'augmentation du taux de chômage a été la plus marquée, il y a également eu une baisse importante des taux de participation et d'emploi.
Par contre, au cours de cette période, sept des 16 RE du Québec ont affiché une augmentation de l'emploi, les gains les plus marqués à ce chapitre ayant eu lieu dans les régions d'Estrie, de la Montérégie et du Saguenay – Lac-Saint-Jean. Toutefois, quelques régions ont enregistré des baisses de l'emploi, la plus importante d'entre elles ayant été observée à la Côte-Nord/Nord-du-Québec, en Abitibi-Témiscamingue et la capitale nationale.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	77 600	41 600	34 200	0,3 %	17,8	1,0	53,6	1,1	44,1	0,4
Bas-Saint-Laurent	164 600	86 600	81 200	-2,6 %	6,2	-3,6	52,6	-3,3	49,3	-1,1
Capitale-Nationale	605 600	392 800	372 300	-4,0 %	5,2	0,7	64,9	-2,8	61,5	-3,1
Chaudière – Appalaches	337 600	224 200	214 600	-1,4 %	4,3	0,5	66,4	-0,7	63,6	-1,0
Estrie	265 700	169 500	160 100	3,6 %	5,5	-0,3	63,8	1,5	60,3	1,6
Centre-du-Québec	194 500	114 000	104 900	1,2 %	8,0	0,3	58,6	0,6	53,9	0,3
Montérégie	1 228 800	819 000	777 100	3,2 %	5,1	-1,1	66,7	0,8	63,2	1,4
Montréal	1 669 100	1 063 100	961 800	-1,1 %	9,5	0,8	63,7	-0,7	57,6	-1,2
Laval	350 700	244 000	230 200	0,1 %	5,7	0,2	69,6	-0,8	65,6	-0,9
Lanaudière	408 800	273 400	255 000	1,4 %	6,7	-0,7	66,9	-0,3	62,4	0,2
Laurentides	484 500	312 100	288 500	-3,9 %	7,6	-0,3	64,4	-3,7	59,5	-3,2
Outaouais	319 700	208 500	192 500	-1,8 %	7,7	0,9	65,2	-1,4	60,2	-1,8
Abitibi – Témiscamingue	118 000	77 100	71 800	-6,1 %	6,9	1,7	65,3	-3,1	60,8	-4,0
Mauricie	221 900	118 400	111 600	-1,9 %	5,8	-1,4	53,4	-1,9	50,3	-1,0
Saguenay – Lac-Saint-Jean	223 900	136 100	124 700	2,4 %	8,4	0,7	60,8	2,1	55,7	1,5
Côte-Nord & Nord-du-Québec	91 100	53 900	49 300	-7,0 %	8,3	2,0	59,2	-3,1	54,1	-4,1

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

Le Québec dans les nouvelles

SNC-Lavalin a signé un contrat avec Stornoway Diamonds Inc. pour aider au développement de la première mine de diamant de la région de la baie James. **On prévoit que la construction de la mine générera 600 emplois et que 475 emplois directs et 600 emplois indirects seront également créés une fois que les activités de la mine commenceront.** (Financial Post, 21 juillet 2014)

Le Grand Conseil des Cris, le gouvernement de la nation crie, la Nation Crie de Nemaska et Nemaska Lithium Inc. ont signé le Chinuchi Agreement garantissant que **le projet minier de Nemaska Lithium Inc. fournira des occasions d'éducation et d'emploi aux Cris du Québec**. (Grand Conseil des Cris, 7 novembre 2014)

Liens utiles

Information sur le marché du travail du Québec http://imt.emploiquebec.net/mtg/inter/noncache/contenu/asp/mtg941_accueil_fran_01.asp?Lang=FRAN

Ontario

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus en Ontario s'établissait à plus de 11,3 millions de personnes, la population autochtone comptait pour 1,5 % de ce total, ou 169 000 personnes.

Le taux de chômage en Ontario était de 6,3 %, alors que le taux de participation était de 65,3 % et que le taux d'emploi se situait à 61,2 %. Ces trois taux ont légèrement fléchi par rapport à l'année précédente.

Le taux de chômage chez les Autochtones se fixait à 10,3 % en décembre 2014, en baisse de 1,7 point de pourcentage comparativement à décembre 2013. Le taux de participation a augmenté de 2,4 points de pourcentage (63,6 %) et le taux d'emploi a enregistré une augmentation de 3,2 points de pourcentage (57,1 %).

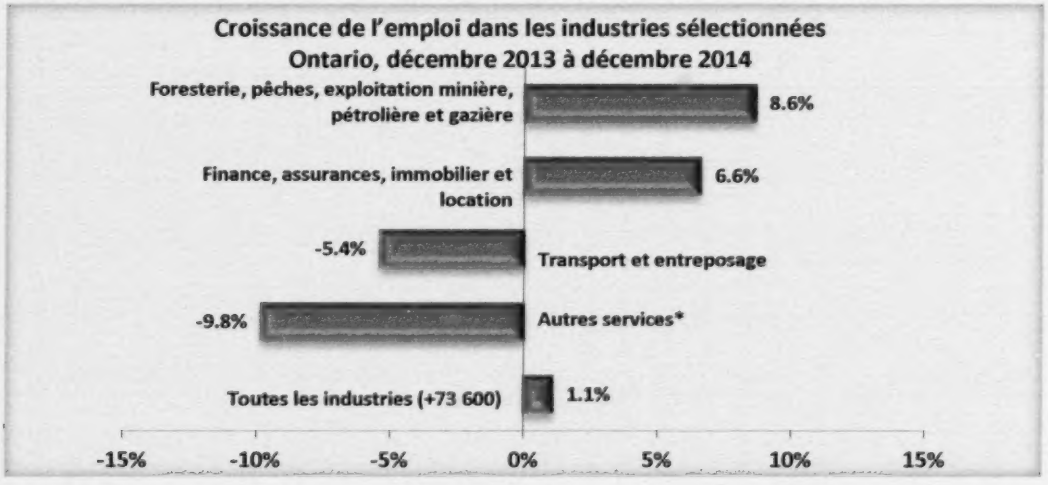
Principaux indicateurs – Ontario
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

	Décembre 2014	Sur 12 mois
Population totale (15+)	**11 384 800**	
Taux de chômage	6,3	-0,6
Taux d'activité	65,3	-0,5
Taux d'emploi	61,2	-0,1
Population autochtone *	**169 000**	
Taux de chômage	10,3	-1,7
Taux d'activité	63,6	2,4
Taux d'emploi	57,1	3,2

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement entre décembre 2013 et décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant dans une réserve.

Croissance de l'emploi par secteur

De décembre 2013 à décembre 2014, l'Ontario a enregistré la plus importante croissance proportionnelle de l'emploi dans la foresterie, la pêche, les mines et l'extraction de pétrole et de gaz (+3 200); dans le secteur des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location (+34 200), dans les services d'hébergement et de restauration (+26 000); et les services d'enseignement (+28 300). Par contre, la province a accusé des pertes d'emploi dans les autres services (-28 700); et le transport et l'entreposage (-17 400). D'autres chutes importantes ont été observées dans la gestion d'entreprise, les services administratifs et les autres services de soutien (-11 400); et les services professionnels, scientifiques et techniques (-12 500).



De décembre 2013 à décembre 2014, la province de l'Ontario a enregistré des résultats vigoureux au chapitre du marché du travail. Au cours de cette période, 10 des 11 RE de l'Ontario ont affiché des gains d'emploi, tandis que Windsor — Sarnia a affiché un faible déclin de l'emploi.

Cinq des 11 RE ont affiché un déclin de leur taux de chômage et des gains au chapitre des taux d'emploi et d'activité, Muskoka – Kawarthas, Stratford et Stratford-Bruce Peninsula et du Nord-Est ont affiché les meilleurs gains d'emplois. Windsor – Sarnia était la seule RE ayant enregistré une augmentation du taux d'emploi, ce qui est en grande partie attribuable à une augmentation du nombre de personnes qui participent activement au marché du travail.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Ottawa	1 090 500	739 300	698 800	1,4 %	5,5	-0,2	67,8	0,1	64,1	0,2
Kingston – Pembroke	375 100	226 500	210 900	1,0 %	6,9	-0,6	60,4	0,0	56,2	0,3
Muskoka – Kawarthas	323 000	199 400	188 600	13,1 %	5,4	-0,1	61,7	6,9	58,4	6,6
Toronto	5 362 600	3 547 900	3 296 100	0,2 %	7,1	-0,7	66,2	-1,4	61,5	-0,8
Kitchener – Waterloo – Barrie	1 084 900	757 600	721 700	2,4 %	4,7	-0,8	69,8	0,1	66,5	0,7
Hamilton – Niagara Peninsula	1 200 900	749 900	708 600	0,9 %	5,5	-1,2	62,4	-0,7	59,0	0,1
London	555 700	347 100	327 500	0,2 %	5,6	-0,6	62,5	-0,7	58,9	-0,4
Windsor – Sarnia	519 200	324 800	301 000	-0,2 %	7,3	0,8	62,6	0,5	58,0	-0,1
Stratford – Bruce Peninsula	245 500	161 800	154 900	2,2 %	4,3	-1,7	65,9	0,2	63,1	1,4
Nord-est	455 000	273 100	259 800	2,7 %	4,9	-1,8	60,0	0,6	57,1	1,7
Nord-ouest	172 900	107 200	101 000	0,8 %	5,8	-1,9	62,0	-0,8	58,4	0,4

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

L'Ontario dans les nouvelles

Le gouvernement de l'Ontario a collaboré avec le Confederation College pour aider 27 jeunes autochtones, provenant de 22 communautés des Premières nations, à trouver des emplois d'été par l'intermédiaire du Programme d'emploi des jeunes dans le secteur des ressources naturelles des Premières nations. **Jusqu'à aujourd'hui, le programme a fourni de l'expérience en gestion de ressources naturelles à 325 jeunes provenant de 42 communautés des Premières nations.** (Ministère des Richesses naturelles et des Fôrets de l'Ontario, 14 août 2014)

Le parc éolien de Grand Renewable du Comté de Haldimand en Ontario a créé 500 emplois au cours de la période de pointe de sa construction et continue d'offrir 12 postes permanents à temps plein. De plus, le projet comprend un partenariat de participation avec Six Nations de Grand River, les autochtones possédant 10 % du projet et reçoivent 400 000 $ pour le Grand River Post-Secondary Education Office. (North American Windpower, 12 janvier 2015)

Liens utiles

Information sur le marché du travail de l'Ontario
http://www.tcu.gov.on.ca/fre/labourmarket/

Manitoba

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus du Manitoba se chiffrait à 990 500 personnes. La population autochtone représentait 10,2 % de ce chiffre, ou 101 000 personnes, la plus importante proportion de toutes les provinces.

Le taux de chômage au Manitoba se maintenait à 4,7 %, une légère diminution par rapport à l'année précédente. Le taux d'activité était de 68,2 %, et le taux d'emploi de 65,0 %, une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

Le taux de chômage pour les peuples autochtones était de 9,3 % en décembre 2014, une diminution de 2,4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Les taux d'activité et d'emploi pour la population autochtone ont chuté de décembre 2013 à décembre 2014 par 3,2 points de pourcentage pour se fixer à 65,5 % et 4,5 points de pourcentage pour atteindre 59,4 % respectivement.

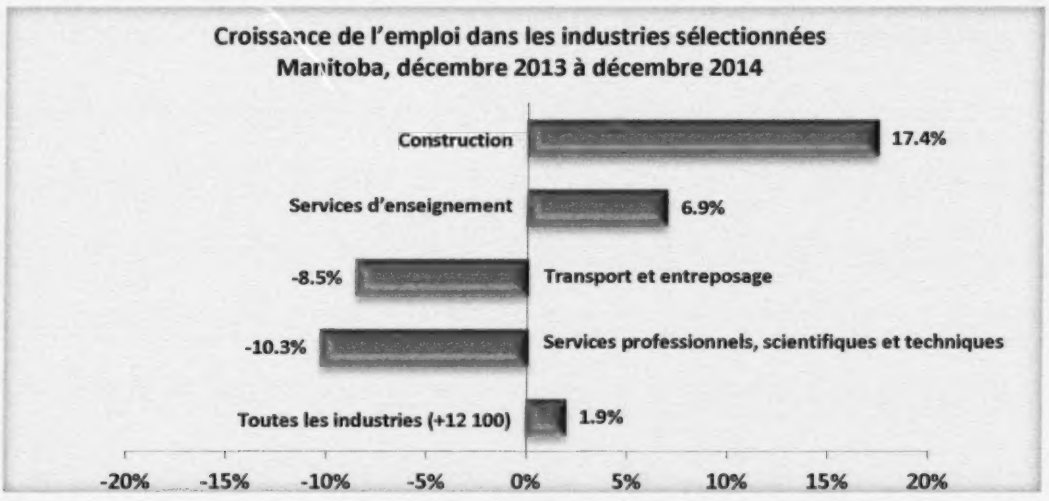
Principaux indicateurs – Manitoba
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

	Décembre 2014	Sur 12 mois
Population totale (15+)	**990 500**	
Taux de chômage	4,7	-0,4
Taux d'activité	68,2	0,1
Taux d'emploi	65,0	0,4
Population autochtone *	**101 100**	
Taux de chômage	9,3	-2,4
Taux d'activité	65,5	3,2
Taux d'emploi	59,4	4,5

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant dans une réserve.

Croissance de l'emploi par secteur

La croissance de l'emploi de décembre 2013 à décembre 2014, au Manitoba, a été menée par les industries de la construction (+7 300); et les services d'enseignement (+3 600) ainsi que par les soins de santé et l'aide sociale (+5 400); et l'administration publique (+1 300). Les services professionnels, scientifiques et techniques (-2 900) et le transport et l'entreposage (-3 400) ont affiché des pertes, ainsi que les services d'information, de culture et de loisirs (-1 900).



Caractéristiques régionales

De décembre 2013 à décembre 2014, le rendement du marché du travail au Manitoba était vigoureux, les sept RE ont affiché des gains d'emploi, les gains les plus importants ayant été enregistré au Centre sud. Toutes les RE de la province ont affiché une baisse ou aucun changement au chapitre des taux de chômage.

Trois RE ont enregistré des diminutions au chapitre des taux de chômage et des augmentations des taux d'activité et d'emploi : Centre sud, Interlake et Winnipeg. Par contre, Centre-nord a enregistré la plus grande diminution en ce qui concerne le taux d'activité, mais elle a été neutralisée en partie par une légère augmentation du taux d'emploi.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Sud-est	87 100	60 400	57 500	1,2 %	4,8	-0,4	69,3	-0,6	66,0	-0,2
Centre sud	50 000	36 600	35 300	12,4 %	3,6	-0,1	73,2	6,9	70,6	6,8
Sud-ouest	84 700	58 700	57 300	1,4 %	2,6	-1,3	69,3	-0,4	67,7	0,8
Centre nord	37 300	25 000	24 700	1,2 %	4,2	0,0	67,0	-1,9	66,2	0,3
Parklands and North	599 900	404 900	383 500	1,3 %	5,3	-0,2	67,5	-0,4	63,9	-0,2
Interlake	74 500	51 000	48 500	3,4 %	4,7	-0,4	68,5	1,6	65,1	1,5
Winnipeg	57 000	37 400	35 400	2,3 %	5,1	-1,4	65,6	1,8	62,1	2,2

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

Le Manitoba dans les nouvelles

Manitoba Hydro collabore avec Manitoba Geothermal Energy Alliance, Aki Energy et les communautés des Premières Nations à l'échelle de la province pour convertir des logements communautaires et les faire passer de sources thermiques traditionnelles à des systèmes de chauffage géothermique. **Ces projets ont permis la création d'environ 40 installations fournissant des emplois à des membres des Premières nations dans leur propre communauté.** (CBC News, 19 juin 2014)

Le gouvernement du Manitoba et sept conseils tribaux provinciaux ont créé un site Web visant à encourager les Manitobains autochtones à choisir une carrière dans le domaine de la santé. **Le site Web présente 40 types de carrières dans les soins de santé, explique les exigences en matière de formation et de scolarité et crée un lien entre les personnes et les ressources, y compris les offres d'emploi existantes.** (CBC News, 30 octobre 2014)

Liens utiles

Information sur le marché du travail du Manitoba
http://www.gov.mb.ca/tce/lmi/index.fr.html

Saskatchewan

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus en Saskatchewan s'établissait à 847 000 personnes. La population autochtone représentait 8,8 % de ce total, ou 74 200 personnes.

Le taux de chômage se fixait à 3,1 %, le plus bas au Canada en décembre 2014, et un recul de 0,4 point par rapport à l'année précédente. Le taux d'activité était de 69,5 % et le taux d'emploi, de 67,4 %.

Le taux de chômage chez les Autochtones était de 9,1 % en décembre 2014, une diminution de près d'un point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Le taux d'activité a chuté de 2,7 points de pourcentage pour passer à 63,1 % en décembre 2014. Le taux d'emploi a aussi chuté de 1,9 point de pourcentage pour atteindre 57,3 %.

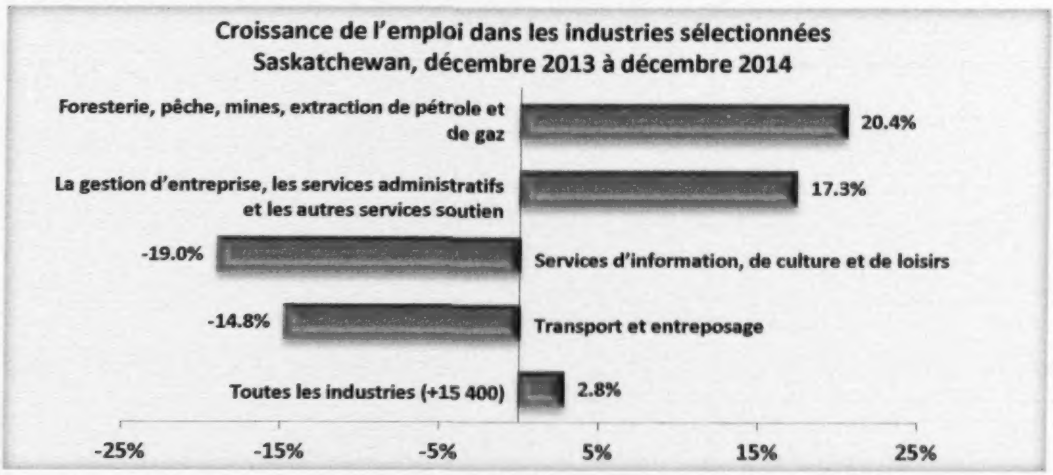
Principaux indicateurs – Saskatchewan
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

	Décembre 2014	Sur 12 mois
Population totale (15+)	**847 000**	
Taux de chômage	3,1	-0,4
Taux d'activité	69,5	0,5
Taux d'emploi	67,4	0,8
Population autochtone *	**74 200**	
Taux de chômage	9,1	-0,9
Taux d'activité	63,1	-2,7
Taux d'emploi	57,3	-1,9

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement entre décembre 2013 et décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant dans une réserve.

Croissance de l'emploi par secteur

De décembre 2013 à décembre 2014, la Saskatchewan a connu une croissance de l'emploi dans le secteur de la foresterie, la pêche, les mines, l'extraction de pétrole et de gaz (+4 800); et la gestion d'entreprise, les services administratifs et les autres services de soutien (+2 200); ainsi que le secteur des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location (+4 200); et les autres services (+2 800). Des pertes de l'emploi ont été enregistrées dans les services d'information, de culture et de loisirs (-3 700); et le transport et l'entreposage (-4 400); ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques (-900); et la fabrication (-800).



Caractéristiques régionales

De décembre 2013 à décembre 2014, le rendement du marché du travail de la Saskatchewan était relativement fort — la province affiche le taux de chômage parmi les plus bas du pays. Pendant cette même période, les cinq RE ont affiché des gains d'emploi, les plus importants à Regina – Moose Mountain, Saskatoon – Biggar et Yorkton – Melville.

Quatre RE sur cinq ont enregistré une baisse du taux de chômage ainsi qu'une hausse du taux d'activité et d'emploi, démontrant que, dans l'ensemble, le rendement sur le marché du travail était relativement fort. Regina – Moose Mountain et Swift Current – Moose Jaw ont enregistré la chute la plus importante au chapitre des taux de chômage ainsi que des augmentations des taux d'activité et d'emploi. Yorkton – Melville était la seule région de la Saskatchewan à afficher une légère augmentation du taux de chômage; par contre cette dernière a été contrebalancée par des augmentations considérables des taux d'activité et d'emploi.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Regina – Moose Mountain	254 900	588 900	180 300	3,5 %	2,6	-0,7	72,7	0,6	70,7	0,9
Swift Current – Moose Jaw	81 500	185 200	52 400	1,6 %	1,3	-0,6	65,0	0,5	64,3	1,0
Saskatoon – Biggar	291 200	53 000	199 400	3,2 %	3,3	-0,1	70,8	0,2	68,5	0,3
Yorkton – Melville	62 100	206 300	38 900	3,2 %	3,7	0,1	65,1	2,3	62,6	2,2
Prince Albert & Northern	157 200	40 400	99 500	2,1 %	4,3	-0,4	66,2	0,7	63,3	0,9

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

La Saskatchewan dans les nouvelles

Devon Fiddler, une femme de la Première nation de Waterhen Lake (SK), a lancé une entreprise nommée « SheNative » qui vise à favoriser l'autonomie des femmes des Premières nations et à promouvoir la culture autochtone. **L'entreprise embauche des femmes autochtones dans le Nord de la Saskatchewan et prévoit étendre ses activités à Saskatoon, offrant des emplois à des patronnières, des couturières et des designers**. (Global News, le 23 novembre 2014)

K+S Potash a commencé la construction de la nouvelle mine de potasse de la Saskatchewan. Il y a présentement 800 travailleurs du domaine de la construction sur le site, mais on prévoit que ce nombre atteindra 2 100. Le projet Legacy de K+S est axé sur les Premières nations et les Métis, de nombreux projets de construction sont octroyés à des entreprises appartenant à des membres des Premières nations ou partiellement exploités par ces derniers. **En 2014, le projet embauchait environ 200 autochtones**. (The Leader-Post, 25 octobre 2014)

Liens utiles

SaskNetWork (site en anglais seulement)
http://www.sasknetwork.gov.sk.ca

Aboriginal Employment Development Partnership (site en anglais seulement)
http://www.gov.sk.ca/news?newsId=f2432fbb-e54c-4e1f-b14d-3e605ebbee33

Alberta

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus en Alberta s'établissait à 3,3 millions de personnes. La population autochtone comptait pour 4 % de ce chiffre, ou 133 500 personnes.

Le taux de chômage en Alberta se situait à 4,2 %, une légère baisse par rapport à l'année dernière. Les taux d'activité et de l'emploi ont légèrement chuté par rapport à l'année précédente soit 72,4 % et 69,4 % respectivement, mais ils demeurent les plus élevés au pays.

Le taux de chômage chez les Autochtones se fixait à 6,7 % en décembre 2014, en baisse d'un peu moins de 1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Le taux d'activité était de 70,1 % et le taux d'emploi était de 65,4 %. Tous deux ont diminué de 1,7 et de 1 point de pourcentage, respectivement. Le rendement du marché du travail pour les Autochtones en Alberta était le plus vigoureux au pays.

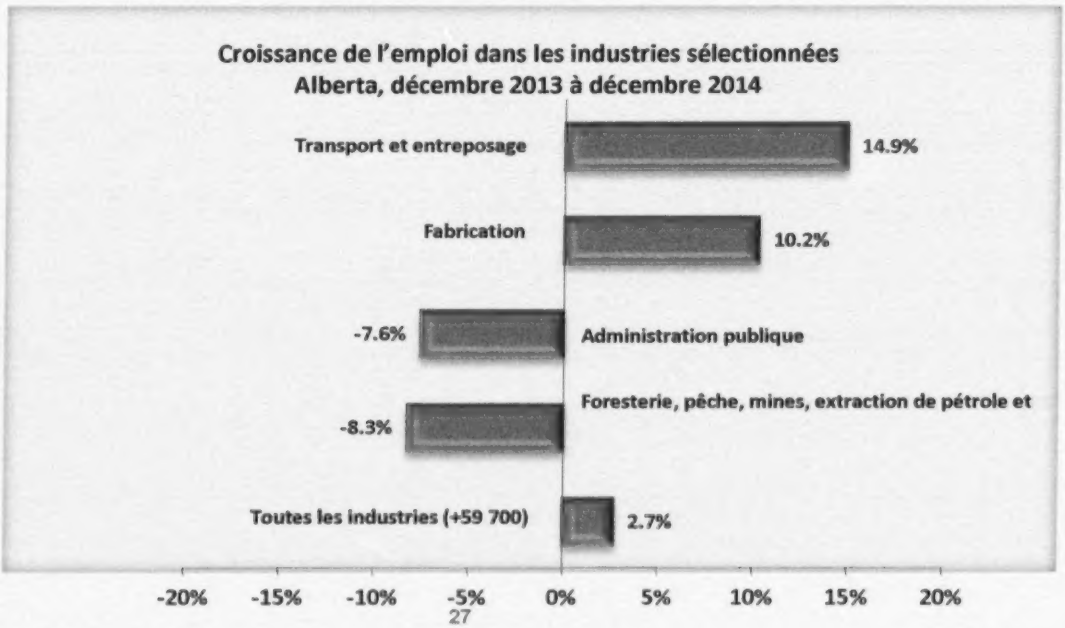
Principaux indicateurs – Alberta
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

	Décembre 2014	Sur 12 mois
Population totale (15+)	**3 312 700**	
Taux de chômage	4,2	-0,1
Taux d'activité	72,4	-0,4
Taux d'emploi	69,4	-0,2
Population autochtone *	**133 500**	
Taux de chômage	6,7	-0,8
Taux d'activité	70,1	-1,7
Taux d'emploi	65,4	-1,0

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement entre décembre 2013 et décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant dans une réserve.

Croissance de l'emploi par secteur

De décembre 2013 à décembre 2014, il y a eu une croissance de l'emploi en Alberta, dans le secteur du transport et de l'entreposage (+17 800); de la fabrication (+14 100) ainsi que dans les services d'enseignement (+13 400). Il y a eu des pertes d'emploi dans la foresterie, la pêche, les mines, l'extraction de pétrole et de gaz (-15 200); l'administration publique (-6 800); ainsi que les services publics (-1 600); et le commerce (- 8 400).



Caractéristiques régionales

De décembre 2013 à décembre 2014, le rendement du marché du travail en Alberta a été très vigoureux : toutes les RE ont affiché des gains d'emploi. Les gains les plus importants ont été réalisés à Banff—Jasper—Rocky Mountain House et à Lethbridge – Medicine Hat.

Par rapport à décembre 2013, le taux de chômage a diminué dans cinq des huit RE de la province en décembre 2014, Camrose—Drumheller a affiché le plus important déclin et Red Deer la plus importante augmentation. Trois RE ont enregistré des reculs au chapitre des taux de chômage et des augmentations dans les taux d'activité et d'emploi : Lethbridge—Medicine Hat, Camrose—Drumheller et Athabasca—Grande Prairie—Peace River. Le taux de chômage à Banff—Jasper—Rocky Mountain House n'a pas changé en décembre 2014, mais la région affichait les augmentations les plus importantes au chapitre des taux d'activité et d'emploi.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Lethbridge—Medicine Hat	233 200	153 900	149 500	7,8 %	2,8	-0,1	66,0	3,7	64,1	3,6
Camrose—Drumheller	163 300	112 700	109 100	3,2 %	3,1	-1,3	69,0	0,3	66,8	1,2
Calgary	1 239 700	901 100	862 400	1,9 %	4,3	-0,1	72,7	-1,3	69,6	-1,1
Banff—Jasper—Rocky Mountain House	77 000	59 600	57 200	8,3 %	4,0	0,0	77,4	4,2	74,3	3,9
Red Deer	167 800	126 600	120 900	3,3 %	4,5	1,8	75,4	1,9	72,1	0,6
Edmonton	1 115 200	808 300	772 100	2,1 %	4,5	-0,3	72,5	-1,1	69,2	-0,9
Athabasca—Grande Prairie—Peace River	200 200	146 200	140 700	2,8 %	3,8	-0,1	73,0	0,8	70,3	0,8
Wood Buffalo—Cold Lake	116 200	90 100	86 400	3,0 %	4,1	0,3	77,5	-0,7	74,4	-0,7

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

L'Alberta dans les nouvelles

Le salon de l'emploi lié à la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones du Traité Six a attiré plus de 50 employeurs et environ 1 500 membres des Premières nations, Métis, Inuits et personnes non autochtones à la recherche d'emploi. Cet événement représente le plus grand salon de l'emploi organisé en Alberta par les membres des Premières nations et au profit de ces derniers. Il s'agit d'une occasion pour les Albertains d'origine autochtone de discuter avec des employeurs dans un environnement favorable (Edmonton Journal, 29 octobre 2014)

En juillet 2014, la Nation métisse de l'Alberta — Région 6, a lancé le projet autochtone du nord-ouest d'Alberta Energy. Le projet offrira un programme de formation qui permettra aux étudiants de travailler à la réalisation du projet de Carmon Creek et d'autres projets de production d'énergie à une distance de 160 km de Peace River. **Le projet Carmon Creek vise à pourvoir 44 postes en embauchant des diplômés du programme**. (Peace River Record-Gazette, 18 septembre 2014)

Liens utiles

Aboriginal Alberta information (en anglais seulement)
http://www.aboriginal.alberta.ca/index.cfm

Aboriginal Workforce Initiative: Calgary Chamber of Commerce (en anglais seulement)
http://www.calgarychamber.com/policy/projects/past-projects/aboriginal-workforce-initiative

Colombie-Britannique

Indicateurs du marché du travail

En décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus en Colombie-Britannique se chiffrait à plus de 3,9 millions de personnes. La population autochtone constituait 2,9 % de ce total, ou 113 100 personnes.

Le taux de chômage en Colombie-Britannique était de 5,4 %, tandis que le taux de participation était de 63,3 % et le taux d'emploi de 59,9 %.

Le taux de chômage chez les Autochtones de la Colombie-Britannique se fixait à 12,5 % en décembre 2014, une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Le taux d'activité était de 59,4 % et le taux d'emploi était de 52 %. Ces taux ont diminué de 6,5 et de 5,9 points, respectivement, de décembre 2013 à décembre 2014.

Principaux indicateurs – Colombie-Britannique
Taux de chômage, d'emploi et d'activité

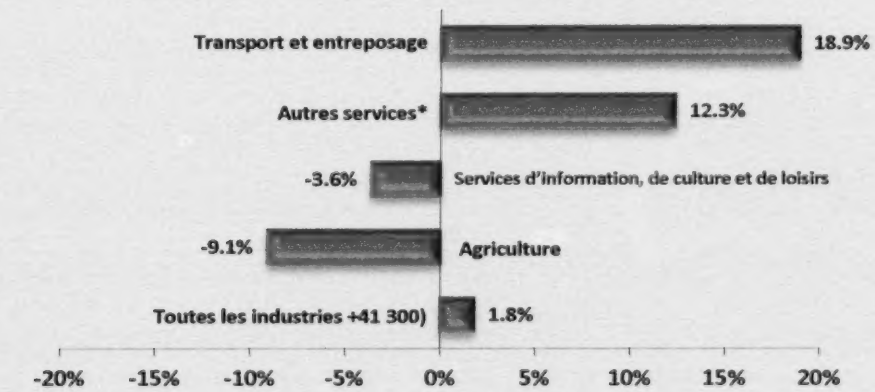
	Décembre 2014	Sur 12 mois
Population totale (15+)	**3 920 100**	
Taux de chômage	5,4	-0,8
Taux d'activité	63,3	-0,2
Taux d'emploi	59,9	0,3
Population autochtone *	**113 100**	
Taux de chômage	12,5	0,4
Taux d'activité	59,4	-6,5
Taux d'emploi	52,0	-5,9

Les estimations présentées s'appuient sur des moyennes mobiles de trois mois (voir le **Glossaire** pour obtenir plus d'information).
Sur 12 mois : le changement entre décembre 2013 et décembre 2014.
*L'enquête sur la population active exclut les personnes vivant en réserve.

Croissance de l'emploi par secteur

La croissance de l'emploi en Colombie-Britannique de décembre 2013 à décembre 2014 a été menée par le transport et l'entreposage (+24 000), et les autres services (+11 200); ainsi que par les services professionnels, scientifiques et techniques (+8 800); et le secteur des soins de santé et de l'aide sociale (+9 700). Ces gains ont cependant été neutralisés par des pertes d'emploi dans l'agriculture (-2 200), les services d'information, de culture et de loisirs (-4 300) ainsi que la foresterie, la pêche, les mines et l'extraction de pétrole et de gaz (-1 500); et les services d'enseignement (-4 200).

Croissance de l'emploi dans les industries sélectionnées
Colombie-Britannique, décembre 2013 à décembre 2014



** Les « autres services » comprennent, par exemple, l'entretien et la réparation d'automobiles, les services de soins personnels (coiffures, barbier) ainsi que les organisations religieuses, de subventions, civiles, professionnelles et connexes.*

Caractéristiques régionales

En Colombie-Britannique, de décembre 2013 à décembre 2014, le rendement sur le marché du travail a faible. Seulement deux régions économiques (RE) sur sept ont enregistré des gains au chapitre de l'emploi — Lower Mainland–Sud-Ouest ainsi que Côte-Nord et Nechako. Ces gains ont été contrebalancés par des pertes d'emploi importantes des régions du Nord-est et de Kootenay.

Cinq RE ont vu leur taux de chômage fléchir, Thompson – Okanagan enregistrant la plus grande baisse, et Kootenay et Cariboo connaissant les plus faibles augmentations. Deux RE ont enregistré une baisse du taux de chômage ainsi qu'une hausse du taux d'activité et du taux d'emploi : Lower Mainland–Sud-Ouest et Côte-Nord et Nechako. Bien que Thompson-Okanagan et les régions du Nord-Est aient enregistré des reculs relativement importants au chapitre du taux de chômage, cela a été contrebalancé par des déclins des taux d'activité et d'emploi ce qui indique que de plus en plus de gens quittent la population active.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population	Population active	Emploi		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Île de Vancouver et Côte	666 800	384 500	364 400	-0,4 %	5,2	-0,5	57,7	-0,9	54,6	-0,6
Lower Mainland et Sud-ouest	2 450 600	1 585 100	1 497 500	3,5 %	5,5	-0,7	64,7	0,6	61,1	1,0
Thompson–Okanagan	435 500	263 700	249 600	-1,4 %	5,3	-2,6	60,6	-2,7	57,3	-1,0
Kootenay	125 700	76 400	71 400	-4,0 %	6,5	0,3	60,8	-2,1	56,8	-2,2
Cariboo	124 900	87 600	83 500	-0,6 %	4,6	0,1	70,1	0,0	66,9	0,0
Côte-Nord et Nechako	63 600	42 200	40 300	4,9 %	4,5	-1,6	66,4	3,1	63,4	4,0
Nord-est	53 100	38 900	38 000	-5,9 %	2,4	-2,3	73,3	-7,5	71,6	-5,4

Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

La Colombie-Britannique dans les nouvelles

Dix-sept apprenants autochtones d'Okanagan amélioreront leurs compétences et leur éducation afin de répondre aux besoins de l'économie en évolution de la C.-B. Les étudiants participent à un programme appuyé par l'Okanagan College et l'Osoyoos Indian Band. Des programmes comme celui-ci reçoivent des fonds fédéraux et provinciaux qui permettent aux Autochtones canadiens d'obtenir une formation plus près de chez eux. (Kelowna Now, 28 novembre 2014)

La Première nation Nisga'a a signé une entente avec Avanti Mining Inc. afin de permettre l'exploitation de la mine Kitsault. **On prévoit que la mine permettra la création de 300 emplois à temps plein sur une période de 14 ans.** (Mining.com, 4 juin 2014)

Liens utiles

BC Labour Market Information (en anglais seulement)
http://www.workbc.ca/workbccentres/

Industry Training Authority: Aboriginal Initiatives (en anglais seulement)
http://www.itabc.ca/Page1027.aspx

Les Territoires

(COMPRENNENT LE YUKON, LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST [T.-N.-O.] ET LE NUNAVUT)

Indicateurs du marché du travail

(La petite taille des échantillons de peuples autochtones dans le Nord limite l'étendue selon laquelle les résultats peuvent être répartis en sous-groupes plus petits [c.-à-d. les industries] ou en sous-régions en dessus du niveau territorial. Afin d'obtenir un échantillon représentatif pour chaque territoire, les échantillons pour trois mois consécutifs sont additionnés et les estimations sont fondées sur une moyenne mobile de trois mois.

En date de décembre 2014, la population totale âgée de 15 ans ou plus des Territoires se chiffrait à presque 83 000 personnes, en hausse de 1,1 % par rapport à l'année précédente. Les Autochtones comptent pour près de la moitié de la population totale des Territoires.

De décembre 2013 à décembre 2014, chaque territoire a enregistré des déclins au chapitre des taux de chômage, d'emploi et d'activité, indiquant une augmentation du nombre de personnes quittant la population active. Le Nunavut a enregistré la diminution la plus marquée des taux de chômage (diminuant de -2,3 points de pourcentage pour s'établir à 12,3 %), et d'activité (diminuant de -5,3 points de pourcentage pour s'établir à 60,5 %). Le taux de chômage des T.-N.-O. a chuté de moins d'un point de pourcentage, par contre, cela a été contre balancé par un fléchissement de -4,5 points de pourcentage du taux d'activité. Le Yukon a enregistré le plus faible déclin au chapitre du taux de chômage (-0,4 %), du taux d'activité (-1,5 %) et du taux d'emploi (-1,1 %), ce qui démontre que les marchés du travail du Yukon sont sensiblement plus stables que ceux des deux autres territoires.

Population, population active, niveaux d'emploi et rendement sur le marché du travail

	Population (15+)	Population active		Taux de chômage (%)		Taux d'activité (%)		Taux d'emploi (%)	
		Total	Emploi						
	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois	Décembre 2014	Sur 12 mois
Yukon	27 700	20 200	19 300	4,5	-0,4	72,9	-1,5	69,7	-1,1
Territoires du Nord-Ouest	31 800	22 900	21 200	7,4	-0,8	72,0	-4,5	66,7	-3,5
Nunavut	23 100	14 000	12 200	12,3	-2,3	60,5	-5,3	53,0	-3,2

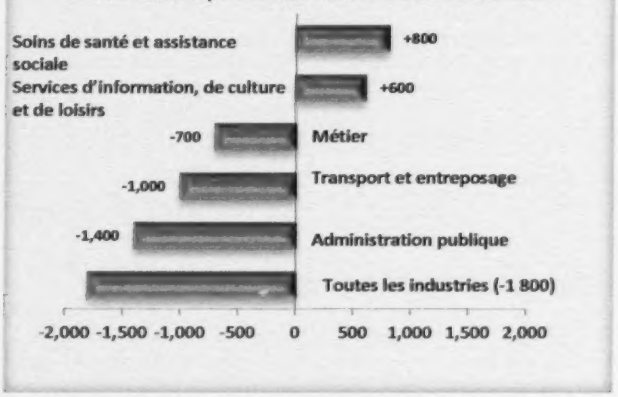
L'Enquête sur la population active rassemble des données du marché du travail sur les territoires sous forme de moyennes mobiles de trois mois. Les estimations présentées dans cette version ne sont pas rajustées en fonction des saisons; par conséquent, les comparaisons sont effectuées sur 12 mois. (Voir le **Glossaire** pour plus d'information.).
Sur 12 mois : le changement de décembre 2013 à décembre 2014. Consultez le **Glossaire** pour en savoir plus.

Croissance de l'emploi par secteur

Entre décembre 2013 et décembre 2014, les Territoires ont enregistré des gains d'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'aide sociale (+800); et dans les services d'information, de culture et de loisirs (+600). Des déclins ont été rapportés dans l'administration publique (-1 400); ainsi que dans le transport et l'entreposage (-1 000).

Au cours de la même période, les industries ayant enregistré les gains d'emploi les plus importants, dans leurs territoires respectifs,

Croissance de l'emploi dans les industries sélectionnées
Les Territoires, décembre 2013 à décembre 2014



étaient l'agriculture (Nunavut); les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien (Territoires du Nord-Ouest); et commerce (Yukon).

Les Territoires dans les nouvelles

Yukon

Le gouvernement du Yukon a octroyé 972 000 $ à 21 organismes communautaires différents dans le cadre d'initiatives historiques, culturelles, récréatives et d'autres à l'échelle du Yukon. **Ces fonds, et les projets qu'ils appuient permettront d'offrir 81 postes à l'échelle de la province.** (Gouvernement du Yukon le 20 août 2014)

Territoires du Nord-Ouest

De Beers et son partenaire, Mountain Province Diamonds, construisent la nouvelle mine de diamants Gahcho Kué dans les Territoires du Nord-Ouest. **La construction permettra la création de 700 emplois, et 400 emplois de plus seront créés une fois que les activités de la mine auront débuté.** Une Entente sur les répercussions et les avantages, entre De Beers et la Nation métisse des Territoires du Nord-Ouest, garantira qu'une partie de ces emplois soient occupés par des Métis des T.-N.-O. (CBC News, 16 décembre 2014)

La mine de diamant Diavik dans les Territoires du Nord-Ouest sera élargie et comprendra l'exploitation d'un quatrième gisement de diamants. **Ceci entraînera la création de 177 emplois par année dans le domaine de la construction, et ce, jusqu'en 2018, au moment où la mine entraînera la création de 80 à 100 nouveaux postes de fonctionnement et d'entretien.** (CBC News, 26 novembre 2014)

Nunavut

Un partenariat entre le Northern College et le hameau d'Arviat a formé six nouveaux aides-soudeurs provenant de la communauté locale. Les diplômés du programme de préparation au métier de soudeur d'Arviat possèdent maintenant les connaissances nécessaires pour occuper les nombreux postes offerts dans les industries de la construction et de l'exploitation minière du Nunavut. **Le programme représente un exemple de la manière dont les collèges et les collectivités éloignées collaborent pour offrir des occasions d'emploi et de formation aux membres de la population locale.**(Nunatsiaq News, le 31 décembre 2014)

Le gouvernement du Yukon et l'Association franco-yukonnaise ont signé une entente de 221 625 $ pour fournir de la formation axée sur l'emploi et les compétences aux Yukonnais francophones et anglophones au cours des trois prochaines années. **Les programmes de formation aideront plus 460 Yukonnais à développer ou améliorer leurs compétences.** (Gouvernement du Yukon, le 21 janvier 2015)

Liens utiles

Yukon

Yukon Jobs (en anglais seulement)
http://www.employment.gov.yk.ca

Nunavut

Bureau of Statistics (en anglais seulement)

http://www.stats.gov.nu.ca/en/home.aspx

Territoires du Nord-Ouest

Jobs North (en anglais seulement)
http://www.jobsnorth.ca

Entrepreneures autochtones

Messages à retenir...

- De 2011 à 2014, le taux de travail autonome chez les Autochtones avait augmenté de 10,7 % comparativement à 1,4 % pour les Canadiens non autochtones.
- Il y avait 42 300 travailleurs autonomes autochtones au Canada en 2014. Ce nombre augmente en raison de l'appui offert par les organisations commerciales autochtones.
- Près de 40 % des propriétaires d'entreprise autochtones créent des emplois pour d'autres personnes.

Introduction

Les entreprises autochtones deviennent des moteurs clés de possibilités économiques à l'intérieur et à l'extérieur des communautés autochtones. Non seulement elles créent des possibilités d'emploi pour la main-d'œuvre existante, mais elles sont également essentielles pour la prospérité future des Canadiens autochtones. Plus particulièrement, elles créent des possibilités pour le nombre croissant de jeunes autochtones à la recherche d'emploi faisant leur entrée sur le marché du travail. L'entrepreneuriat offre aux femmes autochtones, sous-représentées dans la population active, des occasions uniques relatives à l'emploi et à leur indépendance. Il existe plusieurs programmes et réseaux qui permettent aux entrepreneures autochtones d'avoir du succès dans un grand nombre d'industries.

Caractéristiques des entreprises autochtones

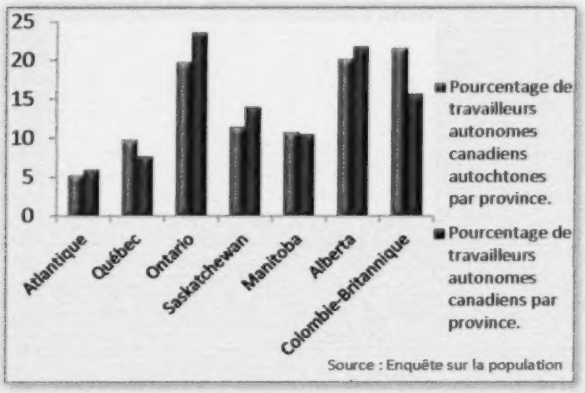
Profil de croissance :

- En 2014, il y avait 42 300 travailleurs autonomes autochtones au Canada, 15 800 (37,4 %) d'entre eux étaient des femmes.[i]
- Au cours de la même année, il y avait 2 670 500 travailleurs autonomes canadiens non autochtones, 971 500 (36,4 %) d'entre eux étaient des femmes.
- De 2011 à 2014, le taux de travail autonome chez les Autochtones a augmenté de 10,7 %, par rapport à 1,4 % chez les Canadiens non autochtones.
- Au cours de la même période, le travail autonome chez les femmes autochtones a connu une croissance de 7,5 % tandis qu'il a crû de 3,8 % chez les femmes non autochtones.

- **Lieu :** selon le Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones[ii], la majorité des entreprises autochtones (63 %) ne sont pas situées sur les réserves. Les lieux varient cependant selon le groupe autochtone puisque 72% des entreprises appartenant aux Premières Nations sont situées sur les réserves alors que la majorité des entreprises appartenant aux Métis et aux Inuits se retrouvent au sein de communautés non-autochtones.

Répartition régionale :

Graphique 1 : répartition régionale du travail autonome chez les Autochtones par rapport à l'ensemble du Canada et à l'ensemble de la population autochtone du Canada, personnes âgées de 15 ans ou plus, habitant dans chaque province.



- **Type d'industrie :** selon le Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones, l'entrepreneuriat autochtone est présent dans toutes les industries y compris les arts et le divertissement, la fabrication et le commerce au détail. Bien que les entreprises du secteur de la construction et primaire représentent une proportion importante des entreprises dont les propriétaires sont autochtones, suite à une récente croissance, presque autant d'entrepreneurs mènent des activités dans les industries fondées sur le savoir comme les services scientifiques et techniques. Les entrepreneures autochtones sont plus susceptibles de travailler dans les industries secondaires ou fondées sur le savoir que leurs homologues masculins.[iii]

Réussite

Les propriétaires d'entreprises autochtones ont souligné que les profits importants et la grande croissance étaient des indicateurs de succès, certains d'entre eux ont également mentionné le travail gratifiant et une clientèle solide comme étant également des indicateurs. Les entreprises autochtones prospères sont plus susceptibles d'avoir un plan d'affaires formel et de s'appuyer sur les innovations, comme de nouveaux produits ou processus, pour accroître leur succès. De nombreuses entreprises autochtones ont une croissance si rapide qu'elles doivent accroitre leur main-d'œuvre pour répondre aux besoins de leurs clients. Selon le Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones, près de 40 % des propriétaires d'entreprises autochtones créent des emplois pour d'autres personnes.[iv]

- **Histoire de réussite :** permettez-moi de vous présenter Hilda Broomfield-Letemplier et de vous raconter comment cette femme inuk du Labrador a surmonté des obstacles pour lancer son entreprise et devenir une mentore prospère.

- Mme Bloomfield-Letemplier a grandi à Happy Valley – Goose Bay. Après avoir vécu au Québec pendant 10 ans, elle a décidé de retourner dans sa province d'origine pour lancer son entreprise. Lorsqu'elle a lancé son entreprise, Mme Broomfield-Letemplier occupait un emploi à temps plein

au sein du gouvernement provincial et elle suivait un programme de Technique de secrétariat. Au fur et à mesure que les affaires continuaient de croître, Mme Broomfield-Letemplier avait de plus en plus de responsabilités et elle décida de quitter le gouvernement provincial pour se consacrer à temps plein à la gestion de son entreprise.

- Mme Broomfield-Letemplier a créé Pressure Pipe Steel Fabrication Ltd., en 1991, à Happy Valley – Goose Bay (T.-N.). En tant que présidente et directrice des finances, elle a fait croître son entreprise qui compte maintenant 10 employés. Les premières activités de l'entreprise étaient la fabrication de récipients d'entreposage, ensuite, ses activités se sont diversifiées et l'entreprise est maintenant aussi un fournisseur de plusieurs fournitures industrielles et d'extraction minière.

- **Son chemin vers la réussite :** pour financer l'entreprise, Mme Broomfield-Letemplier et son conjoint ont présenté des demandes de prêts auprès de plusieurs institutions financières, ils ont également fait d'importantes contributions personnelles. Mme Broomfield-Letemplier a suivi tous les cours qu'elle pouvait, de la comptabilité à la gestion de projet, disant qu'il est important de grandir avec l'entreprise. Elle attribue son succès au réseautage et au mentorat qu'elle a reçu du Newfoundland & Labrador Organization of Women Entrepreneurs (NLOWE) très tôt dans son cheminement. Elle siège maintenant au conseil de cet organisme.

- **Précieux conseils :** il n'y a aucune solution magique lorsqu'il s'agît d'avoir votre entreprise; il faut travailler avec acharnement, être prêt à faire des sacrifices et communiquer avec un avocat, un comptable et un spécialiste des TI dignes de confiance pour vous aider à gérer les ressources et vous offrir des conseils. Le meilleur conseil qu'elle peut donner aux femmes autochtones qui envisagent de lancer leur entreprise est de ne pas avoir peur, de prendre des risques intelligents et d'être prêtes à jouer plusieurs rôles au sein de l'entreprise.

- Selon Mme Broomfield-Letemplier, la partie la plus satisfaisante de son emploi est de redonner à la communauté. Elle adore être un modèle à suivre et elle veut aider les autres femmes autochtones à s'épanouir.

- **À quoi ressemble l'avenir?** Pressure Pipe Steel Fabrication Ltd. entreprend de nouveaux projets avec des partenaires des secteurs public et privé, et espère pouvoir offrir des emplois à temps plein à encore plus de membres locaux de la collectivité, autochtones ou non. Mme Broomfield-Letemplier diversifie ses expériences dans le monde des entreprises autochtones au Canada. Elle est une membre active de nombreux réseaux d'entreprises autochtones, dont l'Inuit Women in Business Network. En 2014, elle a été nommée au National Aboriginal Economic Development Board (NAEDB). Dans le cadre de ces rôles, Mme Broomfield-Letemplier poursuit sa passion de jouer un rôle de mentore et de représenter un exemple à suivre pour les femmes autochtones.

Obstacles reliés au travail autonome

Avoir accès aux fonds nécessaires pour lancer une entreprise. La majorité (55 %)[v] des entrepreneurs autochtones dépendent de leurs épargnes personnelles pour lancer leur entreprise (Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones). Par contre, ce ne sont pas tous les entrepreneurs qui ont la possibilité de financer leur lancée dans le monde des affaires. Les obstacles au financement comprennent une insuffisance de garanties, une mauvaise cote de solvabilité ainsi que les règlements et les dispositions de la *Loi sur les Indiens* qui empêchent les entreprises sur les réserves d'utiliser des actifs à titre de garanties.

Un manque de compétences en affaires et de formation formelle. Une minorité d'entreprises autochtones (29 %) ont un plan d'affaires et de nombreux entrepreneurs ont exprimé le désir d'acquérir des compétences liées au financement et à la comptabilité, la gestion d'entreprise, le marketing et la localisation des ressources (Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones). Les jeunes entreprises sont plus susceptibles d'avoir un plan d'affaires, ce qui suggère que les jeunes entrepreneurs possèdent des compétences qui aideront leur entreprise à croître. De plus, les entrepreneures autochtones sont plus susceptibles d'avoir une formation collégiale ou universitaire que leurs homologues du sexe opposé.[vi]

Pour les femmes autochtones, à ces obstacles s'ajoutent des défis sociaux et liés au genre. Les femmes autochtones indiquent manquer de la confiance nécessaire pour lancer leur entreprise et beaucoup d'entre elles n'ont pas le soutien adéquat, comme des solutions en matière de garde d'enfants, pour disposer du temps nécessaire pour lancer une nouvelle entreprise (Conseil économique des femmes).[vii]

Solutions

- Pour répondre aux obstacles liés au financement, il existe des programmes propres aux Autochtones offerts par des institutions financières privées, par l'intermédiaire d'organisations commerciales autochtones et dans les ministères du secteur public. Parmi les programmes de financement, on compte :
    - Affaires indiennes et du Nord canadien offre de l'aide financière par l'intermédiaire de son Programme d'entrepreneuriat autochtone.[viii]
    - La Banque de développement du Canada a mis sur pied le Fonds de développement des entreprises autochtones (FDEA) dans différentes régions à l'échelle du Canada pour appuyer les entrepreneurs autochtones.[ix]
    - Le Réseau d'entrepreneuriat des femmes d'affaires autochtones octroie une bourse annuelle à une entrepreneure autochtone.[x]
- Pour aider les entrepreneurs autochtones à surmonter les obstacles à la formation auxquels ils sont confrontés, les organisations commerciales autochtones travaillent au développement des compétences en affaires des Canadiens autochtones. Afin d'aider les femmes autochtones à surmonter des défis, des organisations commerciales autochtones, comme le Réseau d'entrepreneuriat des femmes d'affaires autochtones et d'autres organismes commerciaux autochtones, ciblent précisément les besoins des femmes et offrent des ressources axées sur les femmes.

Réseaux et programmes d'affaires autochtones

Aboriginal Entrepreneurship (ideaconnector.net)(anglais seulement) développer des compétences par l'intermédiaire du réseautage. Dans le cercle de discussion des femmes, les participantes déterminent des obstacles auxquels sont confrontées les entrepreneures autochtones et la manière de les surmonter.

Le Canadian Centre for Aboriginal Entrepreneurship (anglais seulement) se concentre sur le développement des compétences par l'intermédiaire de son programme « Aboriginal BEST » qui enseigne la gestion d'entreprise, le marketing et les finances.

(anglais seulement) développe les compétences d'affaires des entrepreneurs autochtones avec des programmes comme du mentorat auprès d'entreprises autochtones et non autochtones.

Le Réseau d'entrepreneuriat des femmes d'affaires autochtones offre aux femmes autochtones de la formation commerciale et une alphabétisation en matière financière par l'intermédiaire de webinaires, de mentorat et de réunions.

[i] Statistique Canada
[ii] Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones (2011). Promesse et prospérité : *Sondage sur les commerces autochtones.*
[iii] Conseil économique des femmes. (2011). *Regional Clustering Model for Aboriginal Women.*
[iv] Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones (2011). Promesse et prospérité : Sondage sur les commerces autochtones.
[v] Conseil canadien de promotion des entreprises autochtones (2011). *Promesse et prospérité : Sondage sur les commerces autochtones*
[vi] Conseil économique des femmes. (2011). *Regional Clustering Model for Aboriginal Women.*
[vii] Ibid.
[viii] Affaires indiennes et du Nord canadien. (2013). *Programme d'entrepreneuriat autochtone.* https://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1375201178602/1375202816581.
[ix] Banque de développement du Canada. (2014). *Fonds de développement des entreprises autochtones.* http://www.bdc.ca/FR/je_suis/entrepreneur_autochtone/Pages/fonds_de_developpement_des_entreprises_autochtones.aspx
[x] Réseau d'entrepreneuriat des femmes d'affaires autochtones. (2015). *AWBEN Grant.* http://awben.ca/awben-grant. (anglais seulement)

Évaluation de la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones et du Fonds pour les compétences et les partenariats

(Préparé par la Direction de l'évaluation, la Direction générale de la politique stratégique et de la recherche, Emploi et Développement social Canada, publié le 17 avril, 2015)

Sommaire

Les Canadiens autochtones connaissent depuis toujours des taux de chômage supérieurs, une plus faible participation à la population active et une plus forte dépendance à l'aide au revenu que les Canadiens non autochtones. Pour y remédier, des programmes du marché du travail sont proposés aux Autochtones afin d'accroître leur participation au marché du travail et d'aider les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits à se préparer à l'emploi, ainsi qu'à trouver et à conserver un emploi.

La Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA) est un programme fédéral quinquennal (de 2010 à 2015) [Le Plan d'action économique de 2015 a annoncé la prolongation de la SFCEA pour une période de deux ans.][3] conçu pour accroître le nombre d'Autochtones (membres des Premières Nations, Inuits, Métis et Indiens inscrits et non inscrits vivant hors des réserves) qui occupent un emploi et intègrent le marché du travail. Au moyen d'ententes de contribution pluriannuelles, le programme procure à des organismes autochtones une aide financière qu'ils affectent à des programmes et services de développement des ressources humaines.
Lancé en 2010 et financé jusqu'en mars 2015,[Le Plan d'action économique de 2015 a annoncé la prolongation de la SFCEA pour une période de deux ans.][3] le Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP) est un programme de contributions fondé sur la demande et les partenariats, qui investit dans des projets à court terme de développement des compétences, de formation et d'emploi des Autochtones (membres des Premières Nations, Métis et Indiens inscrits et non inscrits vivant hors des réserves). Le FCP est un programme distinct, mais complémentaire de la SFCEA. La SFCEA et le FCP devraient tous deux avoir pour effet d'augmenter le nombre d'Autochtones occupant un emploi et intégrés au marché du travail.

L'évaluation de la SFCEA et du FCP couvre des activités de programme réalisées entre avril 2010 et janvier 2014, et se concentre sur trois priorités stratégiques : développement des compétences fondé sur la demande; partenariats; responsabilisation à l'égard de résultats améliorés. La présente évaluation s'inscrit dans une démarche calibrée qui met l'accent sur des aspects où les connaissances font défaut, comme les partenariats de la SFCEA et du FCP, et la mesure selon laquelle le développement des compétences fondé sur la demande a eu lieu, tout en intégrant de multiples champs d'enquête et en tablant sur les résultats d'évaluations similaires, le cas échéant et au besoin.

[3] Cette annonce a été faite après la publication de l'évaluation de la SFCEA et le FCP, le 17 avril, 2015.

Résultats de l'évaluation

Pertinence des programmes : Les résultats de l'évaluation démontrent la pertinence de la SFCEA et du FCP. Ces mesures concordent avec les priorités du gouvernement du Canada, et les programmes du marché du travail à l'intention des Canadiens autochtones suscitent toujours un besoin manifeste. Les données indiquent que les deux programmes évoluent vers l'atteinte des résultats recherchés.

Partenariats et participation : Des partenariats officiels et officieux au titre du développement du marché du travail sont conclus avec des établissements d'enseignement et des employeurs des secteurs public et privé. Les données signalent également la forte probabilité que ces partenariats soient viables à long terme, une fois l'entente de financement arrivée à échéance :

- Le nombre de partenariats créés est estimé à 3 500 (2 350 pour la SFCEA; 1 150 pour le FCP).
- En tout, 71 % des partenaires étaient des employeurs des secteurs privé (40 %) et public (31 %).
- La majorité des partenariats créés pourraient être qualifiés d'*officiels*. Les partenariats officiels avec les employeurs avaient plus de chance d'assurer le maintien en poste du travailleur après la période de financement.
- La majorité des signataires d'entente autochtone (SEA) s'attendaient à ce que leurs partenariats se poursuivent. Un plus grand nombre de partenaires de la SFCEA (90 %) que du FCP (80 %) croyaient que leur partenariat avec leurs signataires d'entente se poursuivrait.

Malgré tous les efforts déployés pour nouer des partenariats, des difficultés subsistent. Le roulement du personnel semble un problème constant qui, en raison du manque de capacités internes, impose une surcharge de travail au personnel et aux gestionnaires des signataires d'entente autochtone. En outre, la participation chronophage a parfois nui à la capacité du signataire d'établir et de maintenir des partenariats.

Programmes du marché du travail fondés sur la demande : Entre autres priorités stratégiques visant à remédier aux lacunes du développement économique durable soulevées par l'évaluation précédente (2009) de la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones (SDRHA), la SFCEA devait veiller à ce que le développement des compétences se fonde sur la demande. Comme le démontre l'évaluation, les signataires d'entente autochtone adoptent une approche axée sur la demande et harmonisent leurs programmes du marché du travail aux demandes du marché du travail de leur région :

- Environ 81 % des partenaires employeurs ont déclaré que le fait de travailler avec des SEA témoignait d'une approche axée sur la demande en vue de répondre aux besoins de leur industrie, province ou région, en matière de développement des compétences.
- Dans une proportion de 92 %, les partenaires estimaient que le programme lancé par le SEA en milieu de travail se fondait sur la demande.

- Selon 61 % des partenaires employeurs, les SEA avaient ciblé une formation qui répondait à leurs besoins particuliers de compétences professionnelles.

Même si les professions recherchées étaient ciblées, les signataires d'entente autochtone se butent toujours à des problèmes tels que le manque de débouchés économiques dans les collectivités éloignées; l'instabilité du secteur des ressources naturelles; le faible niveau de scolarité ou de compétences essentielles de la population ciblée; les mauvaises perceptions des employeurs à l'égard de l'embauche des Autochtones. De plus, même si les employeurs et les établissements d'enseignement ont travaillé avec les signataires d'entente pour dénicher des débouchés d'emploi et des activités de formation axées sur la demande locale, le manque de données justes et à jour sur le marché local de l'emploi a restreint leur aptitude à prévoir avec précision les débouchés d'emploi demandés.

Résultats des participants à la SFCEA : L'analyse des résultats a permis de mesurer la différence entre la situation annuelle moyenne sur le marché du travail des participants à la SFCEA au cours des cinq années qui ont précédé leur participation au programme, et leur situation dans l'année suivant leur première année de participation. Il convient d'interpréter ces résultats avec prudence, puisqu'ils portent sur une période relativement courte suivant le début de la participation. Sachant cela, les données démontrent que :

- Les revenus annuels moyens d'emploi des participants ont gagné 17 points de pourcentage (+1 621 $).
- Le taux d'emploi a augmenté de 5 points de pourcentage entre les deux périodes.
- La proportion des participants touchant des prestations d'assurance-emploi a augmenté de 3 points de pourcentage, tandis que le montant annuel moyen des prestations d'assurance-emploi a cru de 37 points de pourcentage (+266 $), ce qui suggère un resserrement de l'intégration au marché du travail après la participation au programme.
- Les participants ont également connu une faible augmentation du recours aux prestations d'aide sociale.

Impacts différentiels de la SFCEA et du FCP : Dans le but de calibrer le niveau d'effort affecté à l'évaluation, les évaluateurs ont résumé et utilisé les résultats des évaluations des mesures précédentes que sont la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones (SDRHA) et les Partenariats pour les compétences et l'emploi des Autochtones (PCEA). Ces résultats de remplacement s'appliquaient assez bien à la SFCEA et au FCP, respectivement, puisque la SDRHA et les PCEA proposaient aux clients autochtones des programmes et services essentiels très similaires. Les résultats de l'analyse des impacts différentiels ont démontré que, dans l'ensemble, la SDRHA et les PCEA ont bien réussi à augmenter les revenus d'emploi des participants et leur taux d'emploi. À la lumière de ces observations, la SFCEA et le FCP devraient produire des retombées similaires.

Coût moyen : Appliquant les indicateurs de résultats du plan d'action du participant le plus récent, tels qu'ils sont soumis par les signataires d'entente autochtone dans la fiche d'information normalisée, l'analyse des coûts a établi le coût moyen par client à 6 122 $ pour la SFCEA, et à 9 469 $ pour le FCP. Puisque 42,3 % des clients de la SFCEA affichaient des résultats positifs après leur participation au programme en 2012-2013 (emploi, travail indépendant ou retour aux études), le coût moyen estimatif par client à qui la SFCEA a réussi était de 14 700 $. Il convient de signaler que le dernier montant est sans doute surestimé, puisque l'évaluation ne portait que sur une année suivant la participation au programme. Par conséquent, les résultats de quelque 21 % des clients de la SFCEA ne sont pas encore établis, car ils participaient toujours au programme au moment de l'évaluation. Quant au FCP, il est encore trop tôt pour estimer le coût par client y ayant participé avec succès, car bon nombre d'entre eux (46 %) étaient toujours inscrits au moment de l'évaluation.

Exigences en matière de données sur les programmes et collecte : En général, les représentants des signataires d'entente autochtone estimaient que les données administratives appliquées à l'analyse des résultats étaient de qualité. La nature technique difficile des exigences en matière de données et des systèmes de gestion des cas, compte tenu du roulement du personnel (à Service Canada, à Emploi et Développement social Canada [EDSC] et chez les signataires d'entente), et les exigences redditionnelles d'EDSC et d'autres ministères, en proportion du temps consacré à la prestation des services aux clients, ont restreint la capacité des signataires d'entente de s'acquitter de leurs obligations.

Recommandations

La Direction de l'évaluation soumet les recommandations suivantes à l'examen d'EDSC, afin d'améliorer la pertinence et les résultats de la SFCEA et du FCP :

1) La Direction de l'évaluation recommande à EDSC de prendre des mesures visant à encourager la conclusion d'ententes officielles entre les signataires d'entente autochtone et les partenaires employeurs, dans la mesure du possible.

2) La Direction de l'évaluation recommande à EDSC d'élaborer des stratégies, de concert avec les signataires d'entente autochtone, afin de mieux favoriser la conclusion et le maintien de partenariats, notamment pour résoudre les problèmes liés à la capacité des signataires d'entente autochtone (formation et orientation offertes par l'administration centrale) ainsi que pour enrayer les mauvaises perceptions que l'embauche des Autochtones inspire aux employeurs.

3) La Direction de l'évaluation recommande à EDSC de concevoir des stratégies qui s'attaquent aux résultats escomptés des signataires d'entente autochtone desservant des collectivités éloignées. Parmi les problèmes d'éloignement à corriger, notons la rareté des débouchés économiques et des industries, et l'instabilité du secteur.

4) La Direction de l'évaluation recommande à EDSC de continuer de voir à ce que les signataires d'entente autochtone reçoivent une formation continue sur la collecte des données et la gestion des cas.

5) La Direction de l'évaluation recommande à EDSC de continuer de simplifier les processus de collecte de données pour les signataires d'entente autochtone, notamment en adoptant des exigences uniformes et communes quant à la communication de données et en évitant les chevauchements et les dédoublements lorsque c'est possible.

6) La Direction de l'évaluation recommande à EDSC d'élaborer une stratégie qui élargira l'accès des signataires d'entente autochtone à des données opportunes sur le marché du travail, afin d'appuyer la prestation de leurs services.

lire l'intégrité du rapport d'évaluation, consultez l'adresse suivante : http://www.edsc.gc.ca/fra/publications/evaluations/competences_emploi/2015/sfcea.shtml

---

Plan d'action économique 2015 – Investir dans les programmes relatifs au marché du travail pour les Autochtones

Le Fonds pour les compétences et les partenariats (FCP) et la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux Autochtones (SFCEA) devaient prendre fin en mars 2015. Dans le Plan d'action économique 2015 le gouvernement a annoncé un financement de 215 millions de dollars sur cinq ans, commençant par 15 millions en 2015-2016, et 50 millions de dollars par la suite, destinés au FCP qui offre du perfectionnement des compétences et de la formation aux Autochtones. Le financement proposé serait complémentaire à la prolongation de deux ans de la SFCEA, soit 350 millions de dollars par année.

De plus, un financement de 8 millions de dollars sur quatre ans, à partir de 2016-2017, a été annoncé pour le lancement d'un projet pilote relatif à une enquête sur la population active dans les réserves afin d'améliorer l'information disponible sur le marché du travail.

Guide des données

Cette section contient une description des sources de données utilisées dans le BMTA ainsi qu'un examen des restrictions et des lignes directrices en matière d'interprétation.

Enquête sur la population active (EPA)

L'EPA est une enquête mensuelle sur les ménages de Statistique Canada. Elle divise la population canadienne âgée de 15 ans et plus en trois groupes distincts : les chômeurs, les personnes en emploi et les personnes qui ont quitté la population active (les personnes sans emploi et qui ne sont pas activement à la recherche d'un emploi); elle présente aussi des renseignements sur le marché du travail canadien.

Dans le contexte du BMTA, l'EPA est utile parce qu'il s'agit de la seule enquête qui présente de l'information mensuelle sur la population active pour les Autochtones. Cependant, elle a ses limites quant à l'analyse des résultats du marché du travail autochtone :

- l'échantillon de l'EPA ne comprend pas les personnes vivant dans les collectivités des Premières nations (dans une réserve) et dans les peuplements autochtones;
- les données provenant du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont été recueillies au moyen de méthodes différentes et sont exclues des estimations nationales. Cependant, l'échantillon des territoires comprend à la fois les collectivités autochtones et non autochtones;
- de petits échantillons d'Autochtones limitent l'étendue selon laquelle les résultats peuvent être répartis pour les petits groupes (p. ex., par niveau de compétence) ou les régions plus petites que le niveau provincial. Cela assure la fiabilité des estimations et le respect de la vie privée des particuliers et des familles;
- les données sur les Autochtones tirées de l'EPA ne sont pas rajustées en fonction des saisons (voir le Glossaire), ce qui rend difficile l'évaluation des changements sur de courtes périodes.

Identification de la population autochtone

L'identité autochtone est déterminée lorsque les répondants s'identifient avec au moins un groupe autochtone, comme Indien de l'Amérique du Nord, Métis ou Inuit. Cela ressemble au concept de l'identité autochtone du Recensement[1]

Étendue et portée

Étant donné les limites relatives aux territoires et aux réserves, les analyses des résultats du marché du travail autochtone se rapportent seulement aux Autochtones vivant hors réserve dans les *dix provinces*.

Les caractéristiques de la population autochtone décrites dans le BMTA peuvent différer par rapport à d'autres publications, en particulier celles qui sont fondées sur le Recensement de la population ou l'Enquête auprès des peuples autochtones, qui touchent un plus grand nombre d'Autochtones.

EPA – liens et références utiles

- Enquête sur la population active
- Les Autochtones et le marché du travail

Recensement du Canada/Enquête nationale auprès des ménages

Le *Recensement du Canada* est une énumération détaillée de la population canadienne. Le recensement a lieu tous les cinq ans. Les résultats du Recensement de 2011 ont été publiés en 2012. En 2011, la population canadienne se chiffrait à 33 476 690 d'habitants.

Les données sur les peuples autochtones ne sont pas présentées dans les résultats du Recensement de 2011. En 2011, on a remplacé

[1] Il faut souligner que ce concept est différent du concept d'ascendance autochtone, qui est également utilisé dans le recensement.

le questionnaire complet du recensement par l'enquête à participation volontaire – soit l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM).

L'ENM fournit des renseignements sur les peuples autochtones, y compris le décompte de la population, l'âge, le sexe, les répartitions géographiques, la langue, la structure familiale, le revenu, le niveau d'éducation et des renseignements sur le marché du travail.

Dans le cadre de l'ENM, près de 4,5 millions de ménages ont été choisis à travers le Canada, ce qui représente environ le tiers de tous les ménages du pays. Le taux de participation final s'élevait à 68, 6 %.

Dans le cadre de l'ENM, l'expression « identité autochtone » désigne les personnes ayant déclaré être des Autochtones, c'est-à-dire des Premières Nations (Indiens de l'Amérique du Nord), Métis ou Inuk (Inuits), et/ou ayant déclaré être des Indiens inscrits ou des traités, c'est-à-dire les personnes qui sont inscrites en vertu de la Loi sur les Indiens du Canada et/ou ayant déclaré être membres d'une Première Nation ou bande indienne.

Comparabilité du recensement et les estimations de l'ENM

Le contenu de l'ENM est similaire à celui du questionnaire complet du Recensement de 2006. Toutefois, plusieurs modifications ont été apportées à certaines questions ou sections du questionnaire.

Par exemple, les questions visant à mesurer l'identité autochtone ont été légèrement modifiées. On a également apporté des changements à la définition des termes « dans les réserves », tel que défini par les Affaires autochtones et Développement du Nord Canada en collaboration avec Statistique Canada.

Ainsi, les utilisateurs doivent faire preuve de prudence lorsqu'ils comparent les estimations de l'ENM avec celles du questionnaire complet du Recensement de 2006, surtout quand l'analyse s'intéresse à de petites zones géographiques.

Donc, Statistique Canada demande aux utilisateurs de consulter le principal indicateur de qualité de l'ENM fourni, soit le taux global de non-réponse, pour évaluer la qualité et la comparabilité des estimations de l'ENM.

Pour en savoir davantage, consultez le Guide de l'utilisateur de l'ENM.

Recensement/ENM - liens et références utiles

- Recensement du Canada
- Enquête nationale auprès des ménages de 2011
- Guide de l'utilisateur de LENM
- Peuples autochtones au Canada en 2011
- Niveau de scolarité des peuples autochtones au Canada
- Peuples autochtones et langues

Comparabilité des données sur les Autochtones au fil du temps —
Selon Statistique Canada, les facteurs suivants doivent être pris en considération au moment de comparer les données sur les Autochtones au fil du temps, notamment lorsque l'on établit une comparaison entre le Recensement de 2006 et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 :

- Les légères différences dans la formulation et la structure des questions sur les Autochtones
- Les différences dans la méthodologie utilisée dans l'ENM de 2011
- Les modifications législatives (découlant par exemple du projet de loi C-31 en 1985 et du projet de loi C-3 en 2011) qui ont une incidence sur des concepts tels que l'identité autochtone et le statut d'Indien inscrit
- Les changements apportés à la définition des réserves
- Les différences dans la liste des réserves partiellement dénombrées.

En plus de ces facteurs, il arrive pour diverses raisons que certaines personnes déclarent leur identité et/ou leur ascendance autochtone différemment d'une période de collecte des données à l'autre.

Source : Statistique Canada (2013) peuples autochtones du Canada, Encadré 2.
http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/99-011-x2011001-fra.cfm

Glossaire

À l'extérieur de la population active : Les personnes qui sont à l'extérieur de la population active sont celles qui, pendant la semaine de référence de l'EPA, n'étaient pas disposées ou en mesure d'offrir ou de fournir des services de main-d'oeuvre en vertu des conditions existant dans leurs marchés du travail, c'est-à-dire qu'elles ne sont ni occupées, ni en chômage.

Chômage : Les chômeurs sont les personnes qui, pendant la semaine de référence de l'EPA :
1) étaient en mise à pied temporaire pendant la semaine de référence avec une attente de rappel et qui étaient prêtes à travailler;
2) étaient sans travail, avaient cherché du travail pendant les quatre dernières semaines, et étaient prêtes à travailler;
3) avaient un nouvel emploi qui devait commencer dans les quatre prochaines semaines à compter de la semaine de référence, et étaient prêtes à travailler.

Croissance de l'emploi : Cela renvoie à d'autres postes qui n'existaient pas l'année précédente.

Demande de remplacement : Les possibilités d'emploi découlant d'un roulement dans les emplois existants lorsque les personnes quittent le marché du travail de manière permanente ou temporaire. Par exemple, les personnes qui prennent leur retraite et celles qui quittent temporairement leur emploi pour s'occuper des enfants.

Désaisonnalisation : Une suite rajustée selon la saison est une suite dont on a éliminé les mouvements saisonniers. Les mouvements saisonniers sont causés par des événements annuels réguliers comme le climat, les jours fériés, les périodes de congé annuel et les cycles liés aux récoltes, à la production et aux ventes au détail associés à Noël et à Pâques. La désaisonnalisation est un processus complexe utilisé afin d'éliminer ces variations.

Emploi : Les personnes occupées sont celles qui, pendant la semaine de référence de l'EPA :
1) ont fait un travail ou de tâches quelconque, c'est-à-dire, tout travail rémunéré dans le cadre d'une relation employeur-employé, ou un travail indépendant. Cela comprend aussi le travail familial non rémunéré;
2) avaient un emploi, mais n'étaient pas au travail en raison de facteurs tels que sa propre maladie ou incapacité, des responsabilités personnelles ou familiales, un congé annuel, un conflit de travail ou autres raisons (excluant les personnes mises à pied, entre deux emplois occasionnels, et celles ayant un emploi avec une date de début future).

Industrie : La nature générale des activités exercées par l'établissement où la personne a travaillé (emploi principal seulement), selon le Système de classification de l'industrie de l'Amérique du Nord (SCIAN 2002).

Industries de production des biens (ou secteur des biens, ou industries des biens) : Ces secteurs comprennent l'agriculture; la foresterie, la pêche, les mines, l'extraction du pétrole et du gaz; les services publics (l'électricité, le gaz et l'eau); la construction; et la fabrication.

Médiane : La valeur numérique qui sépare la moitié supérieure d'un échantillon, de la population ou de la répartition, de la moitié inférieure.

Moyenne mobile de trois mois : Les moyennes mobiles servent à réduire les variations à court terme causées par des échantillons relativement petits. Ce processus statistique triple la taille de l'échantillon et améliore la fiabilité des estimations. Par exemple, les données de moyenne mobile de trois mois pour janvier s'appuieraient sur la moyenne des données de novembre, décembre et janvier.

PIB/produit intérieur brut : La valeur marchande de toutes les marchandises et tous les services finaux produits dans un pays dans une période donnée.

Population : La population cible visée par l'EPA correspond à toutes les personnes âgées de 15 ans et plus résidant dans les provinces du Canada, à l'exception des personnes vivant dans une réserve indienne, les membres à temps plein de la Force armée régulière, et les personnes vivant en institutions (par exemple, les détenus d'institutions pénales et les patients d'hôpitaux ou d'établissements de soins infirmiers qui habitent dans l'institution depuis plus de six mois).

Population active : La population civile non institutionnalisée âgée de 15 ans et plus qui, au cours de la semaine de référence de l'EPA, était occupée ou en chômage.

Poste vacant : Un poste est considéré comme « vacant » s'il satisfait à trois conditions: il existe un poste particulier, le travail pourrait commencer dans les 30 jours et l'employeur cherche activement des employés à l'extérieur de l'organisation pour pourvoir le poste.

Profession : Renvoie au genre de travail effectué par les personnes pendant la semaine de référence de l'EPA. Pour celles qui ne sont pas actuellement occupées, l'information est recueillie en se référant au plus récent emploi occupé au cours de l'année précédente. La classification professionnelle s'appuie sur la Classification nationale des professions pour statistiques 2001 (CNP-S 2001).

Ratios de chômage-postes vacants : Le ratio de chômeurs qui ont travaillé la dernière fois au cours des 12 mois précédents par rapport aux postes vacants. Plus le ratio est bas, plus la situation du marché du travail est favorable et vice-versa. Pour le ratio chômage-postes vacants par secteur, c'est le dernier secteur d'emploi du chômeur qui est utilisé. Cela n'implique pas qu'ils continuent à chercher un emploi dans ce secteur.

Région économique : Les régions économiques (RE) sont établies en collaboration avec les provinces. Les régions correspondent généralement aux régions utilisées par les provinces à des fins administratives et statistiques, ainsi que par Statistique Canada. Pour de plus amples renseignements et des cartes, consultez l'*Enquête sur la population–population cible*.

Secteurs des services (ou secteur tertiaire ou industries des services) : Ces secteurs comprennent le commerce; le transport et l'entreposage; les finances, les assurances, l'immobilier et la location; les services professionnels, scientifiques et techniques; les services aux entreprises, aux bâtiments et les autres services de soutien; les services d'enseignement; les soins de santé et l'aide sociale; l'information, la culture et les loisirs; l'hébergement et la restauration; ainsi que l'administration publique.

Semaine de référence : La semaine civile complète (du dimanche au samedi) touchée par l'EPA tous les mois. C'est habituellement la semaine qui compte le 15e jour du mois.

Taux d'activité : La population active totale exprimée comme pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus. Le taux d'activité pour un groupe particulier (p. ex. les femmes âgées de 25 ans et plus) est la population active de ce groupe exprimée comme pourcentage de la population de ce groupe.

Taux d'emploi (ratio emploi/population) : Le nombre de personnes occupées exprimé comme pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier (âge, sexe, état civil, province, etc.) est le nombre de personnes occupées dans ce groupe exprimé comme pourcentage de la population pour ce groupe.

Taux de chômage : Le nombre de chômeurs exprimé comme pourcentage de la population active. Le taux de chômage pour un groupe particulier (par exemple, âge, sexe, état civil) est le nombre de chômeurs de ce groupe exprimé comme pourcentage de la population active pour ce groupe.

Travail indépendant : Les propriétaires actifs d'une entreprise d'une exploitation agricole ou d'une pratique professionnelle constituée en société, ou les propriétaires actifs d'une entreprise, d'une exploitation agricole ou d'une pratique professionnelle non constituée en société. Ce dernier groupe comprend aussi les travailleurs indépendants qui ne sont pas propriétaires d'une entreprise (comme les gardiens d'enfants et les camelots). Les travailleurs indépendants sont aussi subdivisés selon ceux qui ont de l'aide rémunérée ou non.

Type de travail : L'horaire de travail à plein temps ou à temps partiel. L'emploi à plein temps consiste en personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus à leur emploi principal ou unique. L'emploi à temps partiel consiste habituellement en personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou unique. Cette information est disponible pour les personnes actuellement occupées ou qui ont travaillé au cours de l'année précédente.

Pour d'autres termes et plus d'explication, voir Statistique Canada (2011) *Guide de l'Enquête sur la population active.*